

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 249

30 janvier 2012

### SOMMAIRE

Alliance MB Constructions s.à r.l. ....	11906	Multi Finance S.A. ....	11944
Allianz Global Investors Fund ....	11908	Munic Finance S.A. ....	11944
Association Pharmaceutique Luxembourg- geoise Asbl ....	11930	Nabeul International S.A. ....	11947
Coaching International S.A. ....	11950	N.C.J. Participation ....	11945
Equity Liner S.A. ....	11945	N.C.J. Participation ....	11947
Eurofins Water Testing LUX ....	11941	N.C. Management S.à r.l. ....	11945
FDLV Group ....	11937	NDG S.à r.l. ....	11947
Fidus International S.A. ....	11944	NetBiz S.A. ....	11946
ING Lux Insurance International S.A. ....	11950	Nevis Investments S.A. ....	11948
International Opportunities Funds ....	11916	Nevis Investments S.A. ....	11948
Maison Rideaux Thibeau, S.à r.l. ....	11939	News Luxembourg Finance S.à r.l. ....	11947
Mawill S.à r.l. ....	11939	News Luxembourg Finance S.à r.l. ....	11946
MDC L.C. I S.à r.l. ....	11939	Nixe Participations S.A. ....	11948
MD Engineering S.à r.l. ....	11939	Octagon Residential S.à r.l. ....	11949
MD Management S.A. ....	11939	Office ERNEST T. FREYLINGER S.A. ....	11949
Medialo Investments S.A. ....	11940	Ofi MultiSelect ....	11949
Meeting Profile S.à r.l. ....	11940	Ofi MultiSelect ....	11949
Megalift SA ....	11940	Orion IPDL 1 S.à r.l. ....	11948
Meigerhorn Properties S.à r.l. ....	11940	Parkway Mall (Luxembourg) Holding S.A. .....	11949
Mida S.A. ....	11943	Performance Parts S.à r.l. ....	11952
Millebirg S.A. ....	11943	Rodolph Wine Cellar Sàrl ....	11947
Minus Participation S.A. ....	11943	Stepstone Acquisition S.à r.l. ....	11943
Montauban S.A. ....	11943	Syren Holding SA ....	11952
MORHENG s.à r.l. peinture-décoration- restauration ....	11944	Tabatha Corps ....	11952
Moviestar S.à r.l. ....	11944	Technopol S.à r.l. ....	11952
MSR Luxoil S.A. ....	11940	Thill Sàrl ....	11952
Multi Clean Services S.à r.l. ....	11942	UBAM ....	11913

**Alliance MB Constructions s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6111 Junglinster, 2, rue Tun Deutsch.

R.C.S. Luxembourg B 166.399.

---

**STATUTS**

L'an deux mil douze, le onze janvier.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

Ont comparu:

Monsieur Nicola BONERBA, délégué commercial, né à Gioia del Colle, Italie, le 23 août 1974, demeurant à L-4579 Oberkorn, 40, rue Prince Henri, et

Monsieur Nicandro MARTINO, gérant de société, né à Luxembourg le 3 décembre 1972, demeurant à L-6111 Junglinster, 2, rue Tun Deutsch.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «ALLIANCE MB CONSTRUCTIONS s.à r.l.».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la Commune de Steinsel.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 3.** La société a pour objet l'achat, la vente, la promotion immobilière, la transformation, la rénovation, l'aménagement respectivement la construction d'immeubles pour son propre compte ou pour le compte de tiers, la gestion et la mise en valeur de tout bien immobilier tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, la prise à bail, la location de toutes propriétés immobilières, avec ou sans promesse de vente ainsi que l'exploitation d'une agence immobilière au sens le plus large.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts, avec ou sans affectation hypothécaire, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, se porter caution ou garant pour le compte de tiers et, en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

**Art. 4.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

**Art. 5.** Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

**Art. 7.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 8.** La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

**Art. 9.** Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

**Art. 11.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 12.** L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

**Art. 13.** Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

**Art. 14.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

**Art. 15.** Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

#### *Frais*

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

#### *Loi anti-blanchiment*

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

#### *Souscription*

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites comme suit:

M. Nicola BONERBA, préqualifié: .....	50 parts sociales
M. Nicandro MARTINO, préqualifié: .....	50 parts sociales
TOTAL: cent parts sociales, .....	100 parts sociales

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil douze.

#### *Assemblée générale*

Les fondatrices prénommées, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constituées en Assemblée Générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.
- 2) La société sera gérée par deux gérants, savoir:

Monsieur Nicola BONERBA, délégué commercial, né à Gioia del Colle, Italie, le 23 août 1974, demeurant à L-4579 Oberkorn, 40, rue Prince Henri, et

Monsieur Nicandro MARTINO, gérant de société, né à Luxembourg le 3 décembre 1972, demeurant à L-6111 Junglinster, 2, rue Tun Deutsch.

- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen d'une copie de leurs cartes d'identité.

Signé: N. BONERBA, N. MARTINO, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 12 janvier 2012. Relation: 2012/126. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 19 janvier 2012.

Référence de publication: 2012012120/113.

(120014449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2012.

**Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 71.182.

In the year two thousand and eleven, on the twelfth of December.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the Corporation established in Luxembourg under the denomination of "ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND", R.C.S. Number B 71.182, having its registered office in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, incorporated under the form of a "société d'investissement à capital variable", and under the denomination of DRESDNER GLOBAL STRATEGIES FUND, pursuant to a deed passed before Maître Frank BADEN, notary residing in Luxembourg, on August 9, 1999, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" No 693 on September 16, 1999.

The Articles of Incorporation have been lastly amended pursuant to a deed of Maître André SCHWACHTGEN, notary then residing in Luxembourg, dated September 29, 2006, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" No 1996, on October 25, 2006.

The meeting begins with, Mr Oliver Eis, officer, with professional address in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Claude Asselborn, officer, with professional address in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

The meeting elects as scrutineer Ms Sandra Braun, officer, with professional address in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

The Chairman then states:

I.- That a first Extraordinary General Meeting of the Company was held on October 27, 2011 to deliberate on the same agenda as hereinafter reproduced. Only 16,372,517.491 shares out of the 232,103,456.648 shares of no par value in circulation on October 27, 2011 being represented at the said meeting, said meeting was adjourned and it was decided to reconvene on this day.

II.- That the present Extraordinary General Meeting has been duly convened by mail to the registered shareholders on November 8, 2011 as well as by notices containing the agenda of the meeting published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr 2705 of November 8, 2011 and Nr 2867 of November 24, 2011, and in the «Letzeburger Journal», «Luxemburger Wort», «Börnszeitung», «The Irish Times», «La Tribune», «Boletim de Cotações», «Dagens Naeringsliv», «Magyar Tkepiac», «Expansion», «Il Sole 24 Ore», «Helsingin Sanomat», «Het Financieele Dagblad», «Dagens Industri», «Le Moniteur Belge», «Borsen Danmark» of November 8, 2011, and November 24, 2011.

The related copies of the said publications are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

III.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

**1. Change of settlement period.** Currently, the Articles of Incorporation provide for a settlement period of max. five business days from the relevant valuation day. From an operational point of view, certain share classes that are denominated in specific currencies require a longer settlement period, for example share classes denominated in Chinese Renminbi. In order to be able to launch such share classes and to handle respective orders appropriately, the extended settlement period is necessary.

The new settlement cycle of six valuation days after the relevant valuation day will not become the standard settlement cycle for all share classes, in the contrary: The actual settlement period of existing share classes that is usually shorter than the described six valuation day-period will not be affected.

a) With effect from 31 January 2012, amendment to the fourth paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation to read as follows:

The subscription price is payable within a period determined by the Board of Directors, which may not exceed six (6) valuation days (as defined in the prospectus) from the relevant valuation day

b) With effect from 31 January 2012, amendment to the second paragraph of Article 8 of the Articles of Incorporation to read as follows:

Subject to the provisions of Article 12 of these Articles of Incorporation, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board of Directors which may not exceed six (6) valuation days (as defined in the prospectus) from the relevant valuation day, as determined in accordance with the current policy of the Board of Directors, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.

**2. Subfund in Subfund-Investments.** Under certain restrictions the new Luxembourgish law of 17 December 2010 allows for investments of a subfund into another subfund of the same umbrella fund, meaning that a subfund of the Company may invest in another subfund of the Company. In order to be able to make use of this possibility, the Articles of Incorporation as well as the sales prospectus have to mention this possibility as well as the restrictions and conditions to be respected in this regard.

This subfund in subfund-investment offers new investment possibilities for the subfund manager for the benefit of the shareholders. Hence, each subfund can benefit from the experience and possibilities that are offered by other subfunds of the Company. Consequently, a broader investment diversification amongst others in niche markets and markets that are difficult to access will be possible for all subfunds without operative and cost intensive efforts as well as the replication of investment strategies that are, up to now, only applied in other subfunds of the Company.

With effect from 31 January 2012, amendment to letter b) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows:

A subfund may also invest in shares issued by another subfund of the Company (the “Target Subfund”) provided that:

- the Target Subfund does not invest in the subfund invested in the Target Subfund; and

- no more than 10% of the assets of the Target Subfund may, pursuant to its investment policy, be invested in aggregate in shares of other subfunds of the Company; and

- voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the subfund invested in the Target Subfund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and

- there is no duplication management fees, sales charges or redemption fees between those at the level of the subfund invested in the Target Subfund and those at the level of the Target Subfund.

**3. Merger.** The revision of paragraphs 5 and 6 of Art. 24 of the Articles of Incorporation reflects changes in the new Luxembourgish law of 17 December 2010 and aims to clarify the competences of the Board of Directors as well as of the general meeting of shareholders. E.g., the revision grants the opportunity of mergers between subfunds of the Company and funds of the contractual type that are subject to the European Directive 2009/65/EC (the UCITS IV-Directive) and, consequently offer a comparable level of protection to the investors.

This opens a broader range of possible receiving funds in the interests of the shareholders of the merging subfund.

With effect from 31 January 2012, amendment of the sixth paragraph to supersede the previous sixth and seventh paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

(6) Notwithstanding the powers of the Board of Directors described in paragraph 5 of this Article, the general meeting of shareholders of a subfund or of the affected share class(es) of the respective subfund may decide to merge the assets and liabilities of this subfund (or of the respective share class(es), as the case may be) into another subfund of the Company or in another share class of the same subfund or into another undertaking for collective investment that is subject to the provisions of the Directive 2009/65/EC, or into another subfund of such an undertaking for collective investment. There are no quorum requirements for this action, and the merger may be decided upon by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

**4. Editorial Amendments and Clarifications.** Further amendments aim to clarify certain provisions without any impact regarding to the content of the respective provision and to implement editorial changes due to the new Luxembourgish law of 17 December 2010.

These amendments are in detail:

a) With effect from 31 January 2012, all references in the Articles of

Incorporation of the Company dated 29 September 2006 (the “Articles of Incorporation”) to the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment (the “Law of 20 December 2002”) and the Directive 85/611/EEC as well as references to specific articles of the Law of 20 December 2002 shall be replaced by the respective references to the new Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment (the “Law of 17 December 2010”) and the Directive 2009/65/EC (the “UCITS IV Directive”).

b) With effect from 31 January 2012, according to the Law of 17 December 2010 all references in the Articles of Incorporation to the “simplified sales prospectus” shall be deleted and “full sales prospectus” shall be replaced by the term “sales prospectus”.

c) With effect from 31 January 2012, amendment of Article 5, 22 and 24 of the Articles of Incorporation to publish certain notices to holders of bearer shares regarding the extension of the duration of a subfund, agenda of general meetings and liquidation or merger of subfunds/share classes by electronic media as determined in the sales prospectus.

d) With effect from 31 January 2012, amendment to number II. of Article 11 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows:

Under the condition that the Management Company releases the Company from any or all of the above enumerated liabilities, the Board of Directors may decide to pay to the Management Company a flat-rate fee on a monthly basis the amount of which relating to the different share classes of the respective subfund is calculated on the basis of the net asset value of the respective share class determined on a daily basis.

e) With effect from 31 January 2012, amendment to the first paragraph of letter b) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation to read as follows:

b) Units of Undertakings for Collective Investment in Securities (“UCITS”) in accordance with Directive 2009/65/EC or other Undertakings for Collective Investment (“UCI”) with registered offices in a member state of the European Union or a third country, if ...

f) With effect from 31 January 2012, amendment to the first sentence of the first paragraph of letter d) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation due to the current applicable laws and regulations in Luxembourg to read as follows:

d) Derivative financial instruments (“derivatives”), i.e. in particular futures, forward contracts, options and swaps including equivalent instruments settled in cash, which are traded on regulated markets described in a), and/or derivative financial instruments that are not traded on regulated markets (“OTC derivatives”), if the underlying securities are instruments as defined under this no. 1, or financial indices, interest rates, exchange rates or currencies in which a subfund may invest in accordance with its investment objectives.

g) With effect from 31 January 2012, amendment of the second paragraph of Article 22 of the Articles of Incorporation due to the current applicable laws and regulations in Luxembourg to read as follows:

The general meeting of shareholders meets when called by the Board of Directors. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

h) With effect from 31 January 2012, all paragraphs of Article 24 shall be numbered consecutively.

i) With effect from 31 January 2012, amendment of the second paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

(2) Notwithstanding the powers conferred upon the Board of Directors in paragraph 1 of this Article, the general meeting of shareholders of one or all share classes issued in a subfund may decide, acting on a proposal of the Board of Directors, to redeem all shares of the corresponding share class and pay out to the investors the net asset value of the shares on the valuation day on which such decision enters into force (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets). At this general meeting, there is no minimum number of shareholders necessary to form a quorum. The decision is reached with a simple majority of the shares present or represented at this meeting.

j) With effect from 31 January 2012, amendment of the fifth paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

(5) Under the circumstances specified in paragraph 1 of this Article, the Board of Directors may also decide to merge the assets of a subfund into another subfund of the Company, into another undertaking for collective investment that is subject to the provisions of Directive 2009/65/EC, or into another subfund of such an undertaking for collective investment (hereinafter referred to as “new subfund”) and to rename the shares in the affected subfund as shares in the new subfund (if required after a split or a merger and payment to investors for any differences for fractional shares). This decision will be published as explained in the first paragraph of this Article one month before it enters into force (this publication includes additional information on the new subfund) to allow investors to redeem or convert their shares without charge during this period.

IV.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau which, after signature “ne varietur” by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented and the bureau of the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed at the same time.

V.- That it results from the said attendance list that out of 234,075,535.259 shares of no par value in circulation on December 9, 2011, 17,670,942.568 shares are duly represented at this meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the Law of August 10, 1915, on commercial companies, the meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the meeting, here before reproduced, whatsoever be the represented part of capital.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed the following resolutions by unanimous vote:

*First resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the fourth paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“The subscription price is payable within a period determined by the Board of Directors, which may not exceed six (6) valuation days (as defined in the prospectus) from the relevant valuation day.”



*Second resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the second paragraph of Article 8 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“Subject to the provisions of Article 12 of these Articles of Incorporation, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board of Directors which may not exceed six (6) valuation days (as defined in the prospectus) from the relevant valuation day, as determined in accordance with the current policy of the Board of Directors, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.”

*Third resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend letter b) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows:

“A subfund may also invest in shares issued by another subfund of the Company (the “Target Subfund”) provided that:

- the Target Subfund does not invest in the subfund invested in the Target Subfund; and
- no more than 10% of the assets of the Target Subfund may, pursuant to its investment policy, be invested in aggregate in shares of other subfunds of the Company; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the subfund invested in the Target Subfund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- there is no duplication management fees, sales charges or redemption fees between those at the level of the subfund invested in the Target Subfund and those at the level of the Target Subfund.”

*Fourth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the sixth paragraph to supersede the previous sixth and seventh paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“(6) Notwithstanding the powers of the Board of Directors described in paragraph 5 of this Article, the general meeting of shareholders of a subfund or of the affected share class(es) of the respective subfund may decide to merge the assets and liabilities of this subfund (or of the respective share class(es), as the case may be) into another subfund of the Company or in another share class of the same subfund or into another undertaking for collective investment that is subject to the provisions of the Directive 2009/65/EC, or into another subfund of such an undertaking for collective investment. There are no quorum requirements for this action, and the merger may be decided upon by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.”

*Fifth resolution*

With effect from 31 January 2012, all references in the Articles of Incorporation of the Company dated 29 September 2006 (the “Articles of Incorporation”) to the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment (the “Law of 20 December 2002”) and the Directive 85/611/EEC as well as references to specific articles of the Law of 20 December 2002 shall be replaced by the respective references to the new Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment (the “Law of 17 December 2010”) and the Directive 2009/65/EC (the “UCITS IV Directive”).

*Sixth resolution*

With effect from 31 January 2012, according to the Law of 17 December 2010 all references in the Articles of Incorporation to the “simplified sales prospectus” shall be deleted and “full sales prospectus” shall be replaced by the term “sales prospectus”.

*Seventh resolution*

With effect from 31 January 2012, amendment of Article 5, 22 and 24 of the Articles of Incorporation to publish certain notices to holders of bearer shares regarding the extension of the duration of a subfund, agenda of general meetings and liquidation or merger of subfunds/share classes by electronic media as determined in the sales prospectus.

*Eighth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend number II. of Article 11 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows:

“Under the condition that the Management Company releases the Company from any or all of the above enumerated liabilities, the Board of Directors may decide to pay to the Management Company a flat-rate fee on a monthly basis the amount of which relating to the different share classes of the respective subfund is calculated on the basis of the net asset value of the respective share class determined on a daily basis.”

*Ninth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the first paragraph of letter b) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“b) Units of Undertakings for Collective Investment in Securities (“UCITS”) in accordance with Directive 2009/65/EC or other Undertakings for Collective Investment (“UCI”) with registered offices in a member state of the European Union or a third country, if ...”

*Tenth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the first sentence of the first paragraph of letter d) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation due to the current applicable laws and regulations in Luxembourg to read as follows:

“d) Derivative financial instruments (“derivatives”), i.e. in particular futures, forward contracts, options and swaps including equivalent instruments settled in cash, which are traded on regulated markets described in a), and/or derivative financial instruments that are not traded on regulated markets (“OTC derivatives”), if the underlying securities are instruments as defined under this no. 1, or financial indices, interest rates, exchange rates or currencies in which a subfund may invest in accordance with its investment objectives.”

*Eleventh resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the second paragraph of Article 22 of the Articles of Incorporation due to the current applicable laws and regulations in Luxembourg to read as follows:

“The general meeting of shareholders meets when called by the Board of Directors. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.”

*Twelfth resolution*

With effect from 31 January 2012, all paragraphs of Article 24 shall be numbered consecutively.

*Thirteenth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the second paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“(2) Notwithstanding the powers conferred upon the Board of Directors in paragraph 1 of this Article, the general meeting of shareholders of one or all share classes issued in a subfund may decide, acting on a proposal of the Board of Directors, to redeem all shares of the corresponding share class and pay out to the investors the net asset value of the shares on the valuation day on which such decision enters into force (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets). At this general meeting, there is no minimum number of shareholders necessary to form a quorum. The decision is reached with a simple majority of the shares present or represented at this meeting.”

*Fourteenth resolution*

With effect from 31 January 2012, the General Meeting decides to amend the fifth paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“(5) Under the circumstances specified in paragraph 1 of this Article, the Board of Directors may also decide to merge the assets of a subfund into another subfund of the Company, into another undertaking for collective investment that is subject to the provisions of Directive 2009/65/EC, or into another subfund of such an undertaking for collective investment (hereinafter referred to as “new subfund”) and to rename the shares in the affected subfund as shares in the new subfund (if required after a split or a merger and payment to investors for any differences for fractional shares). This decision will be published as explained in the first paragraph of this Article one month before it enters into force (this publication includes additional information on the new subfund) to allow investors to redeem or convert their shares without charge during this period.”

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned Notary who understands and speaks English states that, at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English only.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: O. Eis, C. Asselborn, S. Braun et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14. décembre 2011. LAC/2011/55813. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Référence de publication: 2011176232/270.

(110206094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2011.

---

**UBAM, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 35.412.

L'an deux mil onze, le dix-neuf décembre.

Par devant Maître Marc LECUIT, notaire résidant à Mersch.

S'EST REUNIE

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «UBAM» (ci-après la «Société»), société de droit luxembourgeois d'investissement à capital variable sous forme d'une société anonyme, établie et ayant son siège social à 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B.35.412), constituée suivant acte reçu par Maître Edmond SCHROEDER, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 6 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 6 du 7 janvier 1991.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois, suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2365, du 3 décembre 2009.

L'assemblée est ouverte à 11 heures.

L'assemblée est présidée par Monsieur Audry DECAE, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme Secrétaire et Scrutatrice Madame Bénédicte VAN HAMME, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le Notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Modification des articles 3, 16, 20, 27 et 28 pour y remplacer les références faites à la loi du 20 décembre 2002, qui sera définitivement abrogée en date du 1<sup>er</sup> juillet 2012, par les références à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs transposant en droit luxembourgeois la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

2. Modification de l'article 8 pour y modifier la référence faite à la notion d' "Investisseur Institutionnel" pour la remplacer par un renvoi à la définition contenue dans le prospectus de la Société; la référence faite à l'article 129(2) de la Loi de 2002 étant trop restrictive.

3. Modification de l'article 16 pour y intégrer:

- les possibilités d'investissements inter-compartiments;
- les possibilités de mise en place de structures "maître nourricier";

autorisées par l'adoption de la loi du 17 décembre 2010.

4. Modification de l'article 22 pour y remplacer le terme "UBAM" par le terme défini "la Société".

5. Modification de l'article 23 pour y modifier la description de la méthode d'évaluation des instruments du marché monétaire

6. Modification de l'article 26 pour y intégrer l'ordre de priorité dans la composition du dividende.

7. Modification de l'article 28 pour;

- y modifier le seuil d'actifs nets sous lequel le Conseil d'Administration peut décider de la liquidation pure simple d'un compartiment;

- y intégrer les modifications en relation avec les possibilités de fusions transfrontalières prévues par la loi du 17 décembre 2010 ainsi que la modification du quorum de vote requis des actionnaires pour valider une fusion transfrontalière.

8. Modifications stylistiques et formelles/ Corrections orthographiques et grammaticales.

9. Divers

II. La présente assemblée a été convoquée par des avis de convocation envoyés à tous les actionnaires nominatifs de la Société par des courriers recommandés en date du 15 novembre 2011 et du 1<sup>er</sup> décembre 2011.

III. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

IV. Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été également paraphées «ne varietur» par les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

V. Il résulte de la liste de présence mentionnée ci-dessus, que sur les 68.868.325 actions en circulation, 16.486.201 actions sont dûment représentées à la présente assemblée.

VI. Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 14 novembre 2011 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut de quorum légal requis.

VII. Au regard de l'ordre du jour et des dispositions des Articles 67 et 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales, la présente assemblée est donc valablement constituée et par conséquent autorisée à délibérer sur les points à l'ordre du jour indépendamment de la proportion du capital représenté.

L'assemblée, après en avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de modifier:

- l'article 3 pour y remplacer les termes «20 décembre 2002» par «17 décembre 2010»;
- les articles 3, 16, 20, 27, 28 et 30 pour y remplacer les termes définis «Loi de 2002» par «Loi de 2010»;
- l'article 20 pour y remplacer les termes «article 113» par «article 154»;
- l'article 27 pour y remplacer les termes «chapitre 13» par «chapitre 15».

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de modifier le paragraphe 4 de l'article 8 pour lui donner la teneur suivante:

«S'il apparaît qu'un actionnaire d'un type d'actions réservé aux Investisseurs Institutionnels (tels que définis dans le prospectus de la Société) n'est pas un Investisseur Institutionnel, la Société peut soit racheter les actions concernées ou convertir, nonobstant les dispositions de l'article 21 ci-dessous, de telles actions dans des actions d'un type qui n'est pas restreint à des Investisseurs Institutionnels (dans la mesure où il existe un tel type avec des caractéristiques similaires) et notifie l'actionnaire concerné d'une telle conversion.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée avec 16.473.918 voix pour et 12.283 voix contre décide de modifier l'article 16 pour y ajouter les paragraphes 8, 9 et 10 ayant respectivement la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration peut décider, dans le respect des conditions fixées à l'article 181(8) de la Loi de 2010, qu'un compartiment de la Société peut souscrire, acquérir et/ou détenir des actions d'autres compartiments ("Compartiments cibles") de la Société sans que cette dernière ne soit soumise aux exigences posées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, en matière de souscription, acquisition, et/ou détention par une société de ses propres actions.

Le Conseil d'Administration peut décider de désigner un compartiment de la Société en tant que compartiment maître tel que défini par le chapitre 9 de la Loi de 2010 et dans le respect des conditions fixées par ce dernier.

Le Conseil d'Administration peut décider, sous réserve de l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier de désigner un compartiment de la Société en tant que compartiment nourricier tel que défini par le chapitre 9 de la Loi de 2010 et dans le respect des conditions fixées par cette dernière.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de modifier l'article 22 pour y remplacer le terme "UBAM" par le terme défini "la Société".

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée avec 16.473.918 voix pour et 12.283 voix contre décide de modifier l'article 23 pour en ôter les termes «et/ou instruments du marché monétaire» aux points A.2) et A.3), insérer un nouveau point A.9) et par conséquent adapter la numérotation des points A.9) et A.10)

L'article 23 point A. aura donc la teneur suivante:

«A. «Les avoirs de la Société comprendront:

- a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus;
- b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
- c) tous les titres, parts, actions, obligations, warrants, droits d'option ou de souscription, parts/actions d'organismes de placement collectif et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;
- d) tous les instruments financiers tels que les options, les 'financial futures' ainsi que les swaps.

e) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droit);

f) tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;

g) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où elles n'ont pas été amorties, à condition que ces dépenses préliminaires puissent être déduites directement du capital de la Société;

h) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient y compris les dépenses payées d'avance.

L'évaluation de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

1) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat à la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

2) L'évaluation de toute valeur mobilière négociée ou cotée sur une bourse de valeurs sera effectuée sur la base du cours de clôture du jour ouvrable bancaire précédent le Jour d'Evaluation à moins que ce cours ne soit pas représentatif.

3) L'évaluation de toute valeur mobilière négociée sur un autre marché réglementé sera effectuée sur la base du dernier prix disponible la veille du Jour d'Evaluation, à moins que ce prix ne soit pas représentatif.

4) Dans la mesure où des valeurs mobilières détenues en portefeuille au Jour d'Evaluation ne sont pas négociées sur un marché réglementé ou, si pour des valeurs négociées sur un autre marché réglementé, le prix déterminé conformément au sous-paragraphe 2) n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces valeurs mobilières ou instruments financiers, ceux-ci seront évalués sur base de la valeur probable de réalisation laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi.

5) Les instruments financiers dérivés cotés en bourse ou négociés sur un marché réglementé seront évalués au cours de clôture du jour ouvrable bancaire précédent le Jour d'Evaluation aux bourses ou marchés réglementé à cet effet.

6) La valeur des instruments financiers dérivés qui ne sont pas cotés sur une bourse de valeurs ou négociés sur un autre marché réglementé sera déterminée quotidiennement d'une manière fiable et vérifiée par un professionnel compétent nommé par la Société conformément à la pratique du marché.

7) Les actions ou parts d'organismes de placement collectif de type ouvert seront évaluées à la valeur nette d'inventaire disponible le jour ouvrable bancaire précédent le Jour d'Evaluation, réduites éventuellement des commissions applicables.

8) La valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont pas cotés sur une bourse de valeurs ou négociés sur un autre marché organisé sera basée sur la valeur nominale plus tous les intérêts capitalisés ou sur base d'amortissement des coûts.

9) En ce qui concerne l'évaluation des instruments du marché monétaire et autres titres de créance ayant une durée résiduelle de moins de 12 mois, le cours d'évaluation est progressivement aligné sur le cours de rachat à partir du coût d'acquisition net et compte tenu des rendements générés. Le cours d'évaluation ainsi calculé peut donc diverger du cours effectif du marché. En cas de variations importantes des conditions de marché, la base d'évaluation des différents placements est ajustée en fonction des nouveaux rendements du marché.

10) Si, à la suite de circonstances particulières, une évaluation sur la base des règles qui précèdent devenait impraticable ou inexacte, d'autres critères d'évaluation généralement admis et vérifiables pour obtenir une évaluation équitable seraient appliqués.

11) Dans les circonstances où les intérêts de la Société ou de ses actionnaires le justifient (notamment pour éviter les pratiques de market timing), le Conseil d'Administration peut prendre toutes autres mesures appropriées, telles qu'appliquer une méthodologie d'évaluation d'une valeur juste pour ajuster la valeur des avoirs de la Société, tel que plus amplement décrit dans les documents de vente de la Société.»

#### *Sixième résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de modifier le premier paragraphe de l'article 26 pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale des actionnaires peut décider, sur proposition du Conseil d'Administration, pour chaque compartiment de l'usage à faire du solde du revenu net annuel des investissements. La distribution du revenu net des investissements pourra se faire, indépendamment de tous gains ou pertes en capital réalisés ou non réalisés, en tenant compte de l'ordre de priorité suivant dans sa composition: (i) le revenu net des investissements de l'exercice en cours, (ii) le revenu net des investissements des exercices précédents mis en réserve (iii), les plus ou moins values nettes des exercices précédents mises en réserve (iv), les plus ou moins values nettes de l'exercice en cours (v) le capital pourvu qu'après distribution, les avoirs nets de la Société soient supérieurs au capital minimum tel que décrit à l'article 5 des présents statuts. La nature et la composition de la distribution doivent être révélées (capital ou revenus).»

*Septième résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de modifier les paragraphes 2, 8 et 10 de l'article 28 pour leur donner respectivement la teneur suivante:

- Paragraphe 2: «Le Conseil d'Administration de la société d'investissement peut décider la liquidation pure et simple d'un compartiment dans les cas suivants:

\* si les actifs nets du ou des compartiments concernés sont inférieurs à EUR 10 millions (ou contre-valeur dans une autre devise),

\* si l'environnement économique et/ou politique venait à changer,

\* pour toutes raisons économiques et financières pour lesquelles le Conseil d'Administration de la société d'investissement estime qu'il est dans l'intérêt général des actionnaires de procéder à la liquidation du compartiment.»

- Paragraphe 8: «Le Conseil d'Administration peut de même, sous les mêmes circonstances que prévues ci-dessus, décider de fermer un compartiment par fusion avec un autre organisme de placement collectif gouverné par la partie I de la Loi de 2010 ou un autre organisme de placement collectif soumis à la directive 2009/65/CE. Cette fusion peut être décidée par le Conseil d'Administration si tel est dans l'intérêt des actionnaires du compartiment concerné. Cette décision sera publiée de la même manière que décrit ci-dessus et la publication contiendra une information sur l'autre organisme de placement collectif. Cette publication sera effectuée un mois avant la date à laquelle la fusion deviendra effective en vue de permettre aux actionnaires qui n'adhèrent pas à la fusion proposée de demander le rachat de leurs actions, sans frais, avant que la fusion avec l'autre organisme de placement collectif ne devienne effective. En cas de fusion avec un autre organisme de placement collectif du type de fonds commun de placement, la fusion liera uniquement les actionnaires du compartiment concerné qui acceptent expressément la fusion.»

- Paragraphe 10: «La fusion d'un compartiment avec un autre organisme de placement collectif soumis à la directive 2009/65/CE est seulement possible avec l'approbation des actionnaires adoptée à la majorité simple des votes exprimés.»

*Huitième résolution*

L'assemblée, à l'unanimité des voix, décide de procéder à des modifications mineures, formelles et stylistiques ainsi qu'à des corrections orthographiques et grammaticales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: A. DECAE, B. VAN HAMME, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 21 décembre 2011. Relation: MER/2011/2697. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): E. WEBER.*

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2011181063/196.

(110211245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

**International Opportunities Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2463 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 81.110.

In the year two thousand and eleven,  
on the twenty-second day of December.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of International Opportunities Funds, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 81.110 and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed enacted, on 20 March 2001 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 27 April 2001 under number 314, on page 15026, and whose articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") were last amended on 9 April 2010 (with effect as from 15 May 2010), as published in the Mémorial on 1 June 2010 under number 1139, on page 54635.

The Meeting of the shareholders is declared open at 11.00 a.m. and is presided over by Mr Peter BUN, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg who appoints as secretary of the Meeting Mr Kristof MEYNAERTS, lawyer, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting of the shareholders elects as scrutineer Mr Yann FOLL, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The board of the Meeting of the shareholders having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. the shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the bureau and the undersigned notary. This list, together with the proxies initialled *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed in order to be filed with the registration authorities

II. a convening notice reproducing the agenda below was sent by registered letter to all the shareholders of the Company on 16 and 17 November 2011;

III. it appears from the attendance list that nine hundred thirty-four million six hundred twenty-four thousand three hundred thirty-five point five hundred fifty-five (934,624,335.555) shares of a total of one billion hundred eighty million nine hundred forty-eight thousand five hundred ninety-seven point six hundred forty-one (1,180,948,597.641) shares are represented at the Meeting;

IV. the Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and resolve on its agenda;

V. the agenda of the Meeting is the following:

1. to change the Company name from "International Opportunities Funds" to "Eastspring Investments" with effect as from 14 February 2012 and to reflect such change in Article 1 of the Articles of Incorporation of the Company which shall read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares hereafter issued, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of "INTERNATIONAL OPPORTUNITIES FUNDS" (the "Corporation"). As from 14 February 2012, the name of the Corporation will be changed to "Eastspring Investments"."

2. to amend Article 3 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, in order to update the reference from the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment to the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law"), which shall read as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law")."

3. to amend Article 5 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, in order to (i) extend the provisions applicable to the liquidation or merger of sub-funds to share classes thereof; (ii) authorise the Company's board of directors (the "Board") to liquidate or merge subfunds/share classes when their assets fall below "a certain amount to be determined by the Board" as the minimum level for economically efficient operation of a sub-fund or share class thereof; and (iii) revise the quorum and majority requirements applicable to mergers of sub-funds/share classes decided by the Company's shareholders in accordance with the 2010 Law.

4. to amend Article 8 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, to update the definition of "U.S. person" in the last sentence of the last paragraph which shall read as follows:

"Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall mean any «U.S. person» as such term is defined in Regulation S under the United States Securities Act of 1933, as amended."

5. to amend Article 16 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, to provide for the new investment possibilities offered by the 2010 Law for (i) cross-investment and (ii) master-feeder structures by inserting two new indents 3(g) and 3(h) which will read as follows:

"g) Each Sub-Fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Sub-Funds of the Corporation subject to additional requirements which may be specified in the prospectus, if:

(i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target sub-fund; and

(ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may, pursuant to the prospectus and the Articles of Incorporation, be invested in shares of other target sub-funds; and

(iii) voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these shares are held by the relevant Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund;

(h) The Corporation may also, to the widest extent permitted by the 2010 Law and all applicable Luxembourg regulations, and in accordance with the prospectus:

- (i) create a Sub-Fund qualifying as a feeder UCITS sub-fund;
- (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS sub-fund;
- (iii) change the master UCITS of any feeder UCITS sub-fund."

6. to amend a certain number of Articles in the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, so as to (i) update any relevant references to European and Luxembourg fund legislation; (ii) generally implement the changes introduced by the 2010 Law and related regulations as applicable; (iii) delete previous transitional provisions; and (iv) harmonise content and format (i.e. typos, definitions, numbering and capitalised terms).

7. to fully restate the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, in order to reflect the various amendments adopted by the Meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

#### 8. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following RESOLUTIONS were taken by a majority of 930,025,699.868 votes, i.e. 99,998 %:

#### *First resolution*

The shareholders RESOLVE to change the Company name from "International Opportunities Funds" to "Eastspring Investments" with effect as from 14 February 2012 and to reflect such change in Article 1 of the Articles of Incorporation of the Company which shall read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares hereafter issued, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of "INTERNATIONAL OPPORTUNITIES FUNDS" (the "Corporation"). As from 14 February 2012, the name of the Corporation will be changed to "Eastspring Investments".

#### *Second resolution*

The shareholders RESOLVE to amend Article 3 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, in order to update the reference from the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment to the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law"), which shall read as follows:

"The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law")."

#### *Third resolution*

The shareholders RESOLVE to amend Article 5 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, in order to (i) extend the provisions applicable to the liquidation or merger of sub-funds to share classes thereof; (ii) authorise the Company's board of directors (the "Board") to liquidate or merge sub-funds/share classes when their assets fall below "a certain amount to be determined by the Board" as the minimum level for economically efficient operation of a sub-fund or share class thereof; and (iii) revise the quorum and majority requirements applicable to mergers of sub-funds/share classes decided by the Company's shareholders in accordance with the 2010 Law.

#### *Fourth resolution*

The shareholders RESOLVE to amend Article 8 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, to update the definition of "U.S. person" in the last sentence of the last paragraph which shall read as follows:

"Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall mean any «U.S. person» as such term is defined in Regulation S under the United States Securities Act of 1933, as amended."

#### *Fifth resolution*

The shareholders RESOLVE to amend Article 16 of the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, to provide for the new investment possibilities offered by the 2010 Law for (i) cross-investment and (ii) master-feeder structures by inserting two new indents 3(g) and 3(h) which will read as follows:

"g) Each Sub-Fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Sub-Funds of the Corporation subject to additional requirements which may be specified in the prospectus, if:

- (i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target sub-fund; and
- (ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may, pursuant to the prospectus and the Articles of Incorporation, be invested in shares of other target sub-funds; and
- (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned; and



(iv) in any event, for as long as these shares are held by the relevant Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund;

(h) The Corporation may also, to the widest extent permitted by the 2010 Law and all applicable Luxembourg regulations, and in accordance with the prospectus:

- (i) create a Sub-Fund qualifying as a feeder UCITS sub-fund;
- (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS sub-fund;
- (iii) change the master UCITS of any feeder UCITS sub-fund."

*Sixth resolution*

The shareholders RESOLVE to amend a certain number of Articles in the Articles of Incorporation, with effect as from 14 February 2012, so as to (i) update any relevant references to European and Luxembourg fund legislation; (ii) generally implement the changes introduced by the 2010 Law and related regulations as applicable; (iii) delete previous transitional provisions; and (iv) harmonise content and format (i.e. typos, definitions, numbering and capitalised terms).

*Seventh resolution*

The shareholders RESOLVE, with effect as from 14 February 2012, to fully restate the Articles of Incorporation in order to reflect the various amendments adopted by the Meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

COORDINATED ARTICLES OF INCORPORATION AS AT 14 FEBRUARY 2012

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares hereafter issued, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of "INTERNATIONAL OPPORTUNITIES FUNDS" (the «Corporation»). As from 14 February 2012, the name of the Corporation will be changed to "Eastspring Investments".

**Art. 2.** The Corporation is established for an unlimited period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors is entitled to determine the period for which the Sub-Funds of the Corporation are established.

**Art. 3.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law").

**Art. 4.** The Company has its registered office in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors. The address of the registered office in Luxembourg City may be changed by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary social, political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 23 hereof.

The shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each Class of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones or such specific types of securities as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Class of shares. Each such Class of shares shall constitute a «Sub-Fund» designated by a generic name.

Further, the shares of each Sub-Fund may, as the Board of Directors shall so determine, be issued in several sub-classes of shares. Each such sub-class of shares shall constitute a «Class». The Board of Directors decides as and when shares of a Class are sold publicly.

The Board of Directors may create at any moment additional Sub-Funds and/or Classes, provided that the rights and duties of the shareholders of the existing Sub-Funds and/or Classes will not be modified by such creation.

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in USD (Dollar of the United States of America) of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) and must be reached within six (6) months following the

date of the registration of the Corporation in Luxembourg on the official list of collective investment undertakings, and thereafter may not be less than this amount or any other minimum amount foreseen by any applicable law.

The Board of Directors is authorised to issue further fully paid shares at any time for cash or, subject to the conditions of the law, contribution in kind of securities and other assets in accordance with Article 22 hereof at a price based on the respective Net Asset Value per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing shareholder a preferential right to subscribe for the additional share to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to an other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds. The consolidated capital of the Corporation is expressed in USD.

The directors may decide to merge one or several Sub-Fund(s) or Class(es) thereof or may decide to liquidate one or several Sub-Fund(s) or Class(es) thereof by cancellation of the relevant shares and refunding to the shareholders of such Sub-Fund(s) or Class(es) the full Net Asset Value of the shares of such Sub-Fund(s) or Class(es) or by conversion to another Sub-Fund or Class thereof and remitting the corresponding number of shares of the new Sub-Fund or Class. The Board of Directors' decision is published in a Luxembourg newspaper and in other newspapers of countries in which shares of the Corporation are distributed.

The directors may also decide to merge one or several Sub-Fund(s) or Class(es) thereof with one or several sub-fund(s) (or share class(es) thereof) of another Luxembourg SICAV subject to Part I of the 2010 Law.

The directors are empowered to take any of the above decisions if the net assets of the Sub-Fund(s) or Class(es) to be liquidated or to be merged fall below a certain amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for a Sub-Fund or Class thereof to be operated in an economically efficient manner.

The directors are also empowered to take any of the above decisions in case of substantial unfavourable changes of the social, political or economical situation in countries where investments for the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) thereof are made, or shares of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) thereof are distributed.

Notices of such decisions will be sent to the holders of registered shares by mail to their address in the register of shareholders.

In case of the liquidation of a Sub-Fund or Class thereof by decision of the Board of Directors, the shareholders of the Sub-Fund or Class to be liquidated may continue to ask for the redemption or conversion of their shares until the effective date of the liquidation. For redemption or conversion made under these circumstances, the SICAV will apply a Net Asset Value taking the liquidation fees into consideration and will not charge any other fees. The operation of liquidation must be closed, and the proceeds of liquidation not claimed by the shareholders entitled thereto as at the close of the operations of liquidation will be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg, nine (9) months after the decision of the Board of Directors to liquidate the Sub-Fund or Class.

The decision of merger of one or several Sub-Fund(s) or Class(es) thereof with a Luxembourg collective investment undertaking organised under the form of a mutual fund (FCP) subject to Part I of the 2010 Law and the decision of merger of one or several Sub-Fund(s) or Class(es) thereof with a foreign UCITS belong to the shareholders of the Sub-Fund(s) or Class(es) to be merged. Resolutions in that regard will be passed by a simple majority vote of all shareholders of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es) present or represented without any quorum requirements.

In case of merger with another Sub-Fund or Class of the Corporation or with a sub-fund (or share class thereof) of another Luxembourg UCITS (SICAV or FCP) or another foreign UCITS, shareholders of the Sub-Fund or Class to be merged may continue to ask for the redemption or conversion of their shares, this redemption or conversion being made without cost to the shareholders during the period and under the conditions prescribed by the 2010 Law. At the end of that period, all the remaining shareholders will be bound by the decision of merger.

**Art. 6.** For each Sub-Fund, the Corporation may elect to issue shares in registered and/or bearer form.

Or, in the case of registered shares, unless a shareholder elects to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in another form, he will be charged the cost of such exchange.

If bearer shares are issued, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. If a shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall, in principle, be signed by two directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares may be allotted only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Corporation, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive share certificates in bearer or registered form.

If it is decided to pay a dividend, it is paid to shareholders entitled thereto, in respect of registered shares, at their addresses in the Register of Shareholders and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons.

All issued shares of the Corporation other than bearer shares shall be registered in the Register of Shareholders which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates with all unmatured coupons attached. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b) if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be registered in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders. In the event that a registered shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or at such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the entitlement to a fraction of a share, the subscriber shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Corporation shall determine as to, the calculation of fractions, be entitled to dividends and other distributions on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Corporation will recognise, as to voting issues, only one holder, i.e. subscriber 1, in respect of a share in the Corporation. All other issues or transactions may be done by each of the owners in respect of all owners.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Corporation may determine.

On the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

**Art. 8.** The Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body, if it appears to the Corporation that such ownership results in a breach of law in Luxembourg or abroad, may make the Corporation subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Corporation.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any «U.S. person», as defined hereafter.

For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding shares in the Corporation,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who, is precluded from holding shares in the Corporation,

c) where it appears to the Corporation that any person, who is precluded from holding shares in the Corporation, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder or where it appears to the Corporation that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Corporation which would make the Corporation subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily redeem all or a proportion of the shares held by such shareholders, as may be necessary, in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the shareholder bearing such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation.

The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed as the holder of such shares from the Register of Shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate(s) representing such shares shall be cancelled in the books of the Corporation;

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called «the purchase price») shall be an amount equal to the relevant per share Net Asset Value determined in accordance with Article 23 hereof, as at the date of the purchase notice;

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares in the currency of the Sub-Fund concerned, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice.

Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid;

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall mean any «U.S. person» as such term is defined in Regulation S under the United States Securities Act of 1933, as amended.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Friday of the month of April in each year at 11.00 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11.** The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each entire share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. A corporation may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Resolutions with respect to any Class or Sub-Fund will also be passed, unless otherwise required by law or otherwise provided herein, by a simple majority of the shareholders of the relevant Class or Sub-Fund present or represented and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors. Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

To the extent required by law, notices shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

**Art. 13.** The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Corporation may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions of collective management as these functions are described in Annex II of the 2010 Law. Details regarding the appointment of the management company, if any, will be incorporated in the prospectus of the Corporation.

**Art. 14.** The Board of Directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vicechairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another director and, in the absence of any director at a shareholders' meeting, any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall only have the powers and duties given them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature and the reasons of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by previous resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors (which may be by way of a conference telephone call). Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote. In the event of a conference telephone call, decisions validly taken by the directors will thereafter appear on regular minutes.

Resolutions signed by all members of the board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmissions or similar means. The date of the decisions contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board of Directors and of any general meeting of shareholders shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by any two (2) directors.

**Art. 16.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation provided that at all times the investment policy of the Corporation and of each Sub-Fund of the Corporation complies with Part I of the 2010 Law and any other law or regulation with which it must comply in order to qualify as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") under article 1(2) of Directive 2009/65/EC.

1. In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of each Sub-Fund to be invested in:

(a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market, as defined in article 4(1)(14) of Directive 2004/39/EC;



(b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a Member State of the European Union, it being understood that the States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this Agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;

(c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State or dealt in on another regulated market in a non-Member State which operates regularly and is recognised and open to the public, located within any other country of Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;

(d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under a) to c) above; such admission is secured within one year of issue;

(e) shares or units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCI within the meaning of article 1(2)(a) and (b) of Directive 2009/65/EC, should they be situated in a Member State or not, provided that:

i. such other UCI are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

ii. the level of guaranteed protection for unit-holders in such other UCI is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;

iii. the business of the other UCI is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

iv. no more than 10% of the UCITS or the other UCI assets, whose acquisition is contemplated, can be, according to its instruments of incorporation, invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

v. the Sub-Funds may not invest in units of other UCITS or other UCIs for more than 10% of their assets, unless otherwise provided in respect of particular Sub-Funds in the prospectus;

(f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or if the credit institution has its registered office in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the competent authorities of the UCITS home Member State as equivalent to those laid down in Community law;

(g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in sub-paragraphs a), b) and c); and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter («OTC derivatives»), provided that:

i. the underlying consists of instruments covered by (a) to (h), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to the investment objectives of its Sub-Funds,

ii. the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and

iii. the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Corporation's initiative;

(h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market and referred to in paragraphs (a) to (d) above, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

i. issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

ii. issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs a), b) or c), or

iii. issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

iv. issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a corporation whose capital and reserves amount at least to ten million Euro (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of corporations which includes one or several listed corporations, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.



2. However:

The Corporation may invest no more than 10% of the assets of any subfund in transferable securities and money market instruments other than those referred to in paragraph (1) above.

3. Moreover:

(a) The Corporation may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business;

(b) The Company may not acquire either precious metals or certificates representing them;

(c) The Corporation may hold ancillary liquid assets;

(d) The Corporation is authorised for each of its Sub-Funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in the present articles as well as in the Corporation's prospectus. Under no circumstances shall these operations cause the Corporation to diverge, for any Sub-Fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant Sub-Fund, in these articles or in the Corporation's prospectus;

(e) The Corporation may further invest up to 100% of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, the OECD or public international bodies of which one or more Member States are members; provided that in such event, the Sub-Fund concerned must hold securities from at least six (6) different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount;

(f) The Corporation may invest in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors of the Corporation in compliance with applicable laws and regulations;

(g) Each Sub-Fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Sub-Funds of the Corporation subject to additional requirements which may be specified in the prospectus, if:

(i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target sub-fund; and

(ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated may, pursuant to the prospectus and the Articles of incorporation, be invested in shares of other target sub-funds; and

(iii) voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these shares are held by the relevant Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund;

(h) The Corporation may also, to the widest extent permitted by the 2010 Law and all applicable Luxembourg regulations, and in accordance with the prospectus:

(i) create a Sub-Fund qualifying as a feeder UCITS sub-fund;

(ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS sub-fund;

(iii) change the master UCITS of any feeder UCITS sub-fund.

4. Each Sub-Fund has six (6) months from its date of authorization to achieve compliance with paragraphs (1) to (3).

5. All other investment restrictions are specified in the prospectus.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Prudential Group and its subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

**Art. 18.** The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation

of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two (2) directors or by the individual signature of any director duly authorised or by the individual signature of any duly authorised officer of the Corporation or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The operations of the Corporation and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several auditors who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law.

Such an auditor will be appointed by the shareholders at their annual general meeting and will act as such until being replaced by its successor.

**Art. 21.** As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation subject to such advance notice as the Board of Directors may determine. The redemption price shall be paid in no event no later than five (5) Luxembourg bank business days from the applicable Valuation Day and shall be equal to the relevant per share Net Asset Value determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof less a redemption charge, if any, as determined by the Board of Directors. Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) (if issued) for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any request for redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of suspension of redemptions and conversions pursuant to the related provisions of Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemptions and conversions will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension.

Subject to any limitation or provision contained in the sales documents any shareholder may request conversion of all or part of his shares corresponding to a particular Class and Sub-Fund into shares of another existing Class and/or Sub-Fund, based on the Net Asset Value per share of the Sub-Funds involved. The conversion formula is determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may, from time to time, fix for any particular Class or Sub-Fund a minimum redemption or conversion amount, all as disclosed in the current sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may also limit or even suppress the right of conversion for any particular Sub-Fund.

**Art. 22.** For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price per share, the Net Asset Value of shares shall be determined by the Corporation, or by any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for this purpose, from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Day») provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg, such Valuation Day shall then be the next following bank business day in Luxembourg.

If since the last Valuation Day there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of the Corporation attributable to a particular Sub-Fund is dealt in or listed, the Board of Directors may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Corporation, cancel the first valuation and carry out a second valuation; in this case, all the requests for subscription, redemption or conversion received to be executed on the first valuation will be executed on the second valuation.

The Corporation may suspend from time to time the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of the shares in such Sub-Fund as well as the conversion from and to shares of such Sub-Fund during

a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of any Sub-Fund of the Corporation is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended;

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-Fund of the Corporation would be impracticable;

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Sub-Fund or the current prices or values on any market or stock exchange;

d) any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of any Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of

investments or payments due on redemption of shares of any Sub-Fund cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal prices or rates of exchange;

e) any period when the Corporation is being or may be liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of shareholders at which a resolution to liquidate the Corporation is proposed;

f) any other situation provided for in the 2010 Law and any applicable regulations.

Any such suspension shall be notified to investors requesting issue, redemption or conversion of shares by the Corporation at the time of the application for such issue, redemption or conversion and shall be published by the Corporation (if in the opinion of the directors it is likely to exceed fourteen (14) days).

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the determination of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Pending issues, redemptions or conversions are taken into consideration on the next following Valuation Day after the end of such suspension.

**Art. 23.** The Net Asset Value of shares of each Sub-Fund in the Corporation shall be expressed in the currency of the relevant Sub-Fund (except that when there exists any state of affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination in such currency either not reasonably practical or prejudicial to the shareholders, the Net Asset Value may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each Sub-Fund (being the value of the assets of the Corporation corresponding to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund) by the number of shares of the relevant Sub-Fund then outstanding.

A. The assets of the Corporation may include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;

d) all stocks, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall, in principle, be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be in respect of each security, the last known price, and where appropriate, the middle market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

3) Securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in the preceding sub-paragraph.

4) In the event that any of the securities held in any Sub-Fund's portfolio on the relevant Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market or, for any of the securities, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) and/or 3) is not in the opinion of the Board of Directors representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

5) All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset.

B. The liabilities of the Corporation may include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative fees and expenses (including but not limited to investment advisory fees, custodian fees and central administrative fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the persons entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors; and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which may comprise, as applicable, formation expenses, fees and expenses payable to its management company (if any), investment advisers or investment managers, accountant, custodian, administrative, domiciliary, registrar and transfer agents, paying agents and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, stock exchange listing costs, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of certificates, prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, financial reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges, brokerage and communication expenses.

The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The net assets of the Corporation shall mean the assets of the Corporation as hereinabove defined less the liabilities as hereinabove defined, on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares is determined. The capital of the Corporation shall be at any time equal to the total net assets of the Corporation, comprising net assets of all Sub-Funds, USD being the base currency.

D. Allocation of assets and liabilities:

The Board of Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Corporation to the Sub-Fund established for the relevant Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Sub-Fund, subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds in equal parts or, if the amounts so require, pro rata to the value of the respective net assets of each Sub-Fund;

e) upon the payment of dividends to the shareholders in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

The Board of Directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require. The Corporation is one single entity; however, the right of investors and creditors regarding a Sub-Fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of this Sub-Fund, and the assets of a Sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Sub-Fund. In the relations between the Corporation's shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

E. In case where dividend shares and capitalisation shares are issued in a Sub-Fund as provided in Article 5 hereof, the Net Asset Value per share of each Class of shares of the relevant Sub-Fund is computed by dividing the net assets of the relevant Sub-Fund attributable to each Class by the number of shares of each Class then outstanding.

The percentage of net assets of the relevant Sub-Fund to be attributed to each Class of shares, which has been initially the same as the percentage of the total number of shares represented by such Class, changes pursuant to dividends or other distributions with respect to dividend shares shall be accounted for in the following manner:

a) at the time of any dividend or other distribution with respect to dividend shares, the net assets attributable to such Class shall be reduced by the amount of such dividend or other distribution (thus decreasing the percentage of net assets of the relevant Sub-Fund attributable to the dividend shares) and the net assets attributable to the capitalisation shares shall remain the same (thus increasing the percentage of net assets of the relevant Sub-Fund attributable to the capitalisation shares);

b) at the time of any increase of the capital of the Corporation pursuant to the issue of new shares of either Class, the net assets attributable to the corresponding Class shall be increased by the amount received with respect to such issue;

c) at the time of redemption by the Corporation of shares of either Class, the net assets attributable to the corresponding Class shall be decreased by the amount paid for with respect to such redemption;

d) at the time of conversion of shares of one Class into shares of the other Class, the net assets attributable to such Class shall be decreased by the net asset value of the shares converted and the net asset value attributable to the corresponding Class shall be increased by such amount;

e) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or particular Classes of shares within a Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes of shares within a Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes of shares;

f) In the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular Class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of shares prorata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds, are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each Class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Corporation, and finally (iii) all liabilities, whatever Class of shares they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Corporation as a whole.

F. In the interest of efficient management of its assets, the Corporation, respectively the Fund's appointed management company, as far as required by law, may manage all or part of the assets of one or more Sub-Funds on the basis of pooling, in compliance with their respective investment policies.

G. For the purposes of this Article:

a) shares of the Corporation to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in the Article 22, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) shares to be issued by the Corporation pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day referred to in the Article 22 and such price, until received by the Corporation, shall be deemed to be a debt due to the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation expressed otherwise than in Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date for determination of the Net Asset Value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

**Art. 24.** Whenever the Corporation shall offer shares of any Sub-Fund for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant Class and Sub-Fund plus, as the case may be, such commissions as the sales documents may provide. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of such commissions. The price so determined shall be payable within the time period established by the Board of Directors but in no event no later than 5 Luxembourg bank business days from the applicable Valuation Day.

**Art. 25.** The financial year of the Corporation shall begin on the first day of January in each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

**Art. 26.** For each Sub-Fund and with respect to dividend shares, the general meeting of shareholders may, upon the proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, resolve a distribution of dividends to such shareholders.

The Board of Directors may also declare interim dividends with respect to dividend shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding whether or not dividends are to be distributed to shareholders of any Sub-Fund entitled thereto shall, in addition, be subject to a prior vote of the shareholders of the relevant Class, as far as these shareholders are present or represented, deciding at the quorum and majority requirements provided by Article 11 here above.

No dividends shall be paid on capitalisation shares. The holders of capitalisation shares participate equally in the results of the Corporation, their related part staying invested in the Corporation and remaining credited to the capitalisation shares.

**Art. 27.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 2010 Law.

The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Sub-Fund in proportion to their holding in the respective Sub-Fund(s).

The Board of Directors is entitled to decide an automatic dissolution of a Sub-Fund if the net assets fall under a limit as fixed from time to time by the Board of Directors.



**Art. 28.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class vis-à-vis those of any other Class or Sub-Fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such Class as far as the shareholders of this Class are present or represented.

**Art. 29.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the 2010 Law.”

Nothing else being on the agenda and nobody wished to speak, the meeting was thereupon closed at 11.20 a.m.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: P. BUN, K. MEYNAERTS, Y. FOLL, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 décembre 2011. Relation: EAC/2011/18097. Reçu soixante-quinze Euros (75,- UR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012011066/782.

(120012572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2012.

---

**Association Pharmaceutique Luxembourgeoise Asbl, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg F 8.922.

—  
Ont comparu,

agissant comme membres-fondateurs:

1. Pfizer Luxembourg SARL, dont le siège social est sis à L-1855 Luxembourg, avenue J.F. Kennedy 55, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B84125, ici représentée par Monsieur Jean-Pol Leblon, de nationalité belge, demeurant professionnellement au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Managing Director, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

2. AstraZeneca Luxembourg, société anonyme, dont le siège social est sis à 3961 Ehlange (Luxembourg), Am Brill 7B, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20733, ici représentée par Monsieur Vincent Depret, de nationalité belge, demeurant à 6900 Marche-en-Famenne (Belgique), rue des Fauvettes 40, Business Manager Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. MSD Luxembourg SARL, dont le siège social est sis à 2163 Luxembourg (Luxembourg), avenue Monterey 40, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B150178, ici représentée par Monsieur Réginald Decraene, de nationalité belge, demeurant à 1440 Braine-le-Château (Belgique), rue du Chapitre 55, Manager MSD Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

4. GlaxoSmithKline, société anonyme, dont le siège social est sis à 1300 Wavre (Belgique), avenue Pascal 2-4-6, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE403.066.474, ici représentée par Madame Elisabeth Van Damme, de nationalité belge, demeurant à 1330 Rixensart (Belgique), rue du Réservoir 11, Regulatory Affairs Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

5. Novartis Pharma, société anonyme, dont le siège social est sis à 1800 Vilvoorde (Belgique), Mediaalaan 40, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE459.093.476, ici représentée par Madame Nele Van Malderen, de nationalité belge, demeurant à 1780 Wemmel (Belgique), avenue des Etangs 21, Communication Head, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

6. N.V. Roche S.A., dont le siège social est sis à 1070 Bruxelles (Belgique), rue Dante 75, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE403.088.151, ici représentée par Monsieur Tim De Kegel, de nationalité belge, demeurant professionnellement au 166 Terhulpssteenweg, 1170 Bruxelles, General Secretary pharma.be, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

7. Bayer SA-NV, dont le siège social est sis à 1831 Diegem (Belgique), J.E. Mommaertsiaan 14, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE400.948.213, ici représentée par Madame Maria De Ruyck, de nationalité belge, demeurant à 9750 Zingem (Belgique), Ouwegemsesteenweg 69, Market Access Head, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

8. Abbott, société anonyme, dont le siège social est sis à 1300 Wavre (Belgique), avenue Einstein 14, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE403.044.007, ici représentée par Monsieur Erwin Bruninx, de nationalité belge, demeurant à 3730 Hoeselt (Belgique), Groenstraat 77, External Affairs Director, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;



9. Janssen-Cilag, NV/SA, dont le siège social est sis à B-2340 Beerse, Antwerpseweg 15-17, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE0415.283.427, ici représentée par Monsieur Didier Ambroise, de nationalité belge, demeurant à 6790 Aubange (Belgique), rue du Village 5, Value/Account Manager & Sales Manager Luxembourg;

10. Boehringer Ingelheim SCS, dont le siège social est sis à 1200 Bruxelles (Belgique), avenue Ariane 16, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE435.953.632, ici représentée par Monsieur Gabriel Dupont, de nationalité belge, demeurant à 4960 Malmédy (Belgique), rue des Charmilles 21, District Sales Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

11. Merck N.V.-S.A., dont le siège social est sis à 3090 Overijse (Belgique), Brusselsesteenweg 288, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE403.047.965, ici représentée par Monsieur Tim De Kegel, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

12. Johnson & Johnson Consumer, naamloze vennootschap, dont le siège social est sis à 2340 Beerse (Belgique), Antwerpseweg 15-17, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE401.955.033, ici représentée par Monsieur Didier Ambroise, de nationalité belge, demeurant à 6790 Aubange (Belgique), Rue du Village 5, Value/Account Manager & Sales Manager Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

13. Amgen, naamloze vennootschap, dont le siège social est sis à 1200 Bruxelles (Belgique), avenue Ariane 5, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE439.652.401, ici représentée par Monsieur Eric Delhaxhe, de nationalité belge, demeurant à 4140 Sprimont (Belgique), rue Croix Henrard 16, Responsable Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

14. Nycomed Belgium, société en commandite par actions, dont le siège social est sis à 1080 Bruxelles (Belgique), chaussée de Gand 615, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE448.691.613, ici représentée par Monsieur Eric Lefèvre, de nationalité belge, demeurant à 7500 Tournai (Belgique), rue Basse Couture 62, Sales Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

15. Baxter Belgium, SPRL, dont le siège social est sis à 7860 Lessines (Belgique), boulevard René Branquart 80, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE861.155.805, ici représentée par Monsieur Thierry Baltus, de nationalité belge, demeurant à 4537 Schapon-Seraing (Verlaine) (Belgique), rue de Huy 20, Business Unit director Renal division, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

16. Chiesi, société anonyme, dont le siège social est sis à 1130 Bruxelles (Belgique), avenue du Bourget 44, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE826.654.883, ici représentée par Monsieur Stéphane Piret, de nationalité belge, demeurant à 1150 Bruxelles (Belgique), avenue Louis Jasmin 286, Finance & Administration Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

17. Ferring, naamloze vennootschap, dont le siège social est sis à 9300 Aalst (Belgique), Capucienenvlaan 93C, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE428.038.135, ici représentée par Monsieur Geert De Metsenaere, de nationalité belge, demeurant à 1703 Schepdaal (Belgique), Geraardsbergsestraat 152, Finance Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

18. Gilead Sciences Belgium, BVBA-SPRL, dont le siège social est sis à 1831 Diegem (Belgique), Culliganlaan 93C, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE882.565.584, ici représentée par Monsieur Tim De Kegel, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

19. Norgine, naamloze vennootschap, dont le siège social est sis à 3001 Heverlee (Belgique), Romeinsestraat 10, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE403.077.461, ici représentée par Monsieur Tim De Kegel, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

20. Sanofi Pasteur MSD, société anonyme, dont le siège social est sis à 1140 Evere (Belgique), avenue Jules Bordet 13, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE402.506.646, ici représentée par Monsieur Ivan De Bouyalski, de nationalité française, demeurant à 1325 Dion-le-Mont (Belgique), avenue Fond Genereet 16, Country Manager Belgium, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

21. Thea Pharma, naamloze vennootschap, dont le siège social est sis à 9230 Wetteren (Belgique), Jan Broeckkaertlaan 18/11, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE471.889.954, ici représentée par Madame Ingeborg Hoffelinck, de nationalité belge, demeurant à 9340 Smetlede (Belgique), Kapellenhoek 55, Director Benelux, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

22. Will-Pharma Luxembourg SARL, dont le siège social est sis à 2661 Luxembourg (Luxembourg), rue de la Vallée 60, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 17745, ici représentée par Marc Gryseis, de nationalité belge, demeurant à Lasne (B), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

23. Celgene, société privée à responsabilité limitée, dont le siège social est sis à 1420 Braine-l'Alleud (Belgique), Parc de l'Alliance, Boulevard de France 9, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE882.012.387, ici représentée par Monsieur Raphaël Vrints, de nationalité belge, demeurant professionnellement à 1420 Braine-l'Alleud (Belgique), Parc de l'Alliance, Boulevard de France 9, Country Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

24. Biocodex Benelux, société anonyme, dont le siège social est sis à 1180 Bruxelles (Belgique), rue des Trois Arbres 16, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE401.936.623, ici représentée par Monsieur Albert Maudens, de nationalité belge, demeurant à 9230 Wetteren (Belgique), Gentssesteenweg 284, Directeur Général; et

25. Mundipharma, société en commandite par actions, dont le siège social est sis à 2800 Mechelen (Belgique), Schaliënhoedreef 20H, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro BE479.294.321, ici représentée par Madame Lies Delmulle, de nationalité belge, demeurant à 9040 Gent (Belgique), Krekelberg 24, Business Information Manager, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les procurations signées ne varient par les comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une association sans but lucratif, conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée, qu'elles déclarent créer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

### **Titre I<sup>er</sup> . - Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par les présentes une association sans but lucratif, qui portera la dénomination Association Pharmaceutique Luxembourgeoise ASBL.

**Art. 2. Siège social - Langue officielle.** Le siège social de l'Association est fixé au Grand-Duché de Luxembourg. Il est actuellement situé à l'adresse suivante: L-1855 Luxembourg, Avenue J.F. Kennedy 51. Le siège social peut être transféré dans tout autre lieu situé en Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'administration.

La langue officielle de l'Association est le français. Au Conseil d'administration, l'anglais est accepté à titre de langue véhiculaire.

**Art. 3. Objet social.** L'Association a pour objet:

1. la représentation et la défense des intérêts moraux et matériels de l'industrie du médicament;
2. l'organisation de toutes activités visant à favoriser une meilleure compréhension des problèmes avec lesquels est confrontée l'industrie du médicament et l'étude des solutions conformes à l'intérêt général qui peuvent y être apportées;
3. la promotion, à cette fin, d'une efficiente collaboration entre les membres;
4. toutes activités accessoires susceptibles de contribuer à la réalisation au Grand-Duché de Luxembourg des objectifs ci-dessus.

**Art. 4. Durée.** L'Association est constituée pour une durée illimitée et ne pourra être dissoute que par décision de l'Assemblée générale conformément aux articles 30 et 31.

### **Titre II. - Membres**

**Art. 5. Admission.**

1. Le nombre de membres de l'Association n'est pas limité.
2. L'Association est composée de membres effectifs.

Peuvent être admises à titre de membres effectifs les personnes morales actives dans le secteur des médicaments à usage humain au Grand-Duché de Luxembourg (i) qui font ou non partie d'un groupe et qui, elles-mêmes ou leur groupe, sont actives, dans le domaine de la recherche pré-clinique ainsi que dans chacune des quatre phases de la recherche clinique ou (ii) qui sont membres de pharma.be asbl (AGIM asbl).

3. Les demandes d'admission sont adressées par écrit au Conseil d'administration. Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide de l'admission d'un nouveau membre.

Le Conseil d'administration motive sa proposition sur base des critères mentionnés sous le point 2 du présent article. Dans sa proposition, le Conseil d'administration tiendra compte de l'objet de l'Association.

4. Les nouveaux membres signent les statuts et, le cas échéant, les règlements d'ordre intérieur et les codes de l'Association. Ces signatures constituent l'adhésion des membres, lesquels se trouvent ainsi liés par les statuts, les règlements d'ordre intérieur, les codes de l'Association et les décisions prises par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration.

5. Les membres ne peuvent faire partie au Grand-Duché de Luxembourg d'une autre association jouissant de la personnalité morale et poursuivant des buts similaires si ce n'est avec l'assentiment préalable et écrit du Conseil d'administration.

**Art. 6. Démission.** Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'Association en adressant par écrit leur démission au Président.

Est réputé démissionnaire, tout membre:

- a) qui ne répond pas aux conditions d'admission;
- b) qui n'a pas payé les cotisations alors qu'une mise en demeure par lettre recommandée à la poste est restée sans suite pendant 60 jours à partir de la date d'envoi.

Sur l'avis du Conseil d'administration, l'Assemblée générale constate la réalisation des conditions prévues au présent article.

**Art. 7. Exclusion.** Pourra être exclu de l'Association sur proposition du Conseil d'administration et par décision de l'Assemblée générale statuant aux deux tiers des voix, tout membre:

1. qui entrave les buts poursuivis par l'Association;
2. qui refuse de se conformer aux statuts, aux règlements d'ordre intérieur, aux codes de l'Association et aux décisions prises par l'Assemblée générale et par le Conseil d'administration;
3. qui fait partie au Grand-Duché de Luxembourg d'une autre association jouissant de la personnalité morale et poursuivant les mêmes buts sans en avoir reçu l'assentiment du Conseil d'administration.

Le membre menacé d'exclusion - peut être et sera s'il le souhaite - entendu par le Conseil d'administration et, s'il le désire, par l'Assemblée générale.

**Art. 8. Démission - Exclusion.** Les cotisations de l'exercice en cours restent dues par le membre démissionnaire ou exclu.

Le membre qui se retire ou qui est exclu, ainsi que les ayants droit d'un membre qui se retire, qui est exclu, qui décède, qui est dissout ou qui est déclaré en faillite ne peut faire valoir aucun droit sur le patrimoine de l'Association.

**Art. 9. Registre des membres.** Le Conseil d'administration tient au siège de l'Association un registre des membres, indiquant par ordre alphabétique, le nom, les prénoms, la nationalité et le domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. Ce registre des membres est déposé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés. Ce registre est complété chaque année par l'indication dans l'ordre alphabétique des modifications qui se sont produites parmi les membres. Toute personne pourra en prendre gratuitement connaissance.

**Art. 10. Représentation des membres auprès de l'Association.**

1. Les personnes morales-membres sont représentées auprès de l'Association par une personne physique dûment accréditée selon un mandat en vertu duquel cette personne physique est pleinement habilitée à engager la personne morale.

2. Les personnes morales-membres sont libres de révoquer le mandat de la personne physique qui les représente et de le confier à une autre personne.

### Titre III. - Organes

**Art. 11. Organes.** Les organes de l'Association sont:

1. l'Assemblée générale;
2. le Conseil d'administration.

#### Chapitre I<sup>er</sup> . - Assemblée générale

**Art. 12. Composition.** L'Assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur qui le remplace.

**Art. 13. Pouvoirs.** Outre les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi, l'Assemblée générale est compétente pour:

- nommer et révoquer les administrateurs;
- la modification des statuts;
- l'approbation ou le refus de l'admission de nouveaux membres;
- l'exclusion et le retrait de membres;
- l'approbation du budget et des comptes annuels;
- la dissolution de l'Association;
- la fixation de la cotisation annuelle.

**Art. 14. Convocations.** Les membres sont convoqués aux Assemblées générales par le Conseil d'administration. Les convocations sont faites par lettre, fax ou e-mail, adressées 15 jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Elles contiennent l'ordre du jour.

L'Assemblée générale se réunit au moins 1 fois par an. La réunion annuelle de l'Assemblée générale ordinaire aura lieu au cours du second trimestre à la date fixée par le Conseil d'administration. L'Assemblée générale ordinaire annuelle est compétente pour approuver les comptes annuels et le budget et pour nommer les administrateurs.

Des Assemblées générales extraordinaires ont lieu chaque fois que l'intérêt de l'Association l'exige ou lorsqu'un cinquième au moins des membres en fait la demande motivée, par un écrit signé, adressée au Président du Conseil d'administration.

Dans ce cas, le Président du Conseil d'administration est tenu de convoquer les membres dans les 15 jours qui suivent la réception de la demande. En cas d'urgence, l'Assemblée générale peut être convoquée dans les plus brefs délais.

**Art. 15. Poids des votes, procuration et procédure de vote.** Les poids des votes dans l'Assemblée générale sont calculés proportionnellement conformément au règlement d'ordre intérieur sur base de la part de marché de chaque membre dans le marché pharmaceutique des membres au Grand-Duché de Luxembourg.

Un membre ne peut être porteur, au maximum, que de quatre procurations écrites émanant d'autres membres.

Sauf dispositions plus restrictives de la loi ou des statuts, l'Assemblée générale prend valablement ses décisions à la majorité simple des voix, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés (et donc sans nécessité de quorum de présence). A la demande d'un ou plusieurs membres, le vote sera secret.

Pour le calcul de la majorité des voix, les membres qui s'abstiennent ou qui déposent un bulletin nul sont considérés comme n'ayant pas participé au vote. Si la loi ou les statuts prescrivent un quorum spécial de présence ou de vote, les abstentions et les votes blancs sont considérés comme des votes «contre».

**Art. 16. Procès-verbal.** Les décisions de l'Assemblée générale font l'objet d'un procès-verbal approuvé lors de la prochaine réunion de l'assemblée. Les procès-verbaux sont signés par le Président et conservés au siège social dans un registre ad hoc. Tous les membres peuvent prendre connaissance du registre mais sans cependant pouvoir le déplacer.

Tout tiers faisant preuve d'un intérêt légitime, non contraire à celui de l'Association, peut, sur demande, recevoir un extrait du procès-verbal, contenant les points qui l'intéressent.

En cas d'urgence, les procès-verbaux sont rédigés et approuvés séance tenante.

## Chapitre II. - Conseil d'administration

### Art. 17. Composition.

1. L'Association est gérée par un Conseil d'administration composé au maximum de sept administrateurs. Ils sont nommés par l'Assemblée générale parmi les membres.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 32 des statuts, le Conseil d'administration est composé comme suit:

a. quatre administrateurs seront choisis parmi les candidats des membres qui, en termes de part de marché, constituent ensemble le segment des premiers 60 % du marché pharmaceutique des membres au Grand-Duché de Luxembourg;

b. deux administrateurs seront choisis parmi les candidats des membres qui, en termes de part de marché, constituent ensemble le segment de 60 % à 90 % du marché pharmaceutique des membres au Grand-Duché de Luxembourg.

c. un administrateur sera choisi parmi les candidats des membres qui, en termes de part de marché, constituent ensemble le segment de 90 % à 100 % du marché pharmaceutique des membres au Grand-Duché de Luxembourg.

Les parts de marché et segments de marchés mentionnés dans le premier alinéa de cet article 17.2 sont calculés sur base du chiffre d'affaires total des membres, réalisé en Grand-Duché de Luxembourg. Le chiffre d'affaires total des membres est calculé conformément au règlement d'ordre intérieur sur base du produit des ventes, au Grand-Duché de Luxembourg, tant des médicaments en vente libre que de médicaments sous prescription, et ce aussi bien sur le marché ambulatoire que, dans la mesure où ces chiffres sont disponibles, sur le marché hospitalier.

3. Par dérogation à l'article 10, les personnes morales-administrateurs sont représentées au Conseil d'administration par un représentant permanent qui peut être assisté par un second représentant ou, dans le cas où le représentant permanent serait absent, peut être remplacé par ce second. Le nom du représentant permanent et le nom du second représentant doivent être communiqués lors de la proposition du candidat-personne morale comme administrateur.

**Art. 18. Pouvoirs du Conseil d'administration.** Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour poser tous les actes d'administration et de disposition qui concerne l'Association.

Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée générale relèvent de sa compétence.

Le Conseil d'administration est expressément compétent pour poser les actes suivants:

1. la définition des lignes directrices de l'Association;

2. l'élection de son Président et Vice-Président;

3. l'élaboration d'un règlement d'ordre intérieur conformément à l'article 26;

4. la représentation de l'Association;

5. l'approbation de la soumission à l'Assemblée générale du budget et des comptes annuels;

6. l'exécution des décisions de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration a, en général, la compétence de prendre toute mesure en toute matière liée à l'objet social de l'Association.

Le Conseil d'administration peut désigner des mandataires, membres ou non de l'Association aux fins de représenter celle-ci auprès d'autres associations, organismes, instances ou autorités tant nationales qu'internationales.

Exceptionnellement, le premier Président et le premier Vice-président peuvent être élus par l'Assemblée Générale constitutive.

**Art. 19. Représentation.** Les documents qui engagent l'Association sont, sauf délégation spéciale de pouvoirs par le Conseil d'administration à un mandataire, signés par deux administrateurs. Ces personnes n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

**Art. 20. Responsabilité.** Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit sauf décision contraire de l'Assemblée générale.

**Art. 21. Présidence et Vice-Présidence.** Le Conseil d'administration désigne en son sein un Président et un Vice-Président pour une durée de deux ans. Conformément à l'article 18, le premier Président et le premier Vice-président peuvent être élus exceptionnellement par l'Assemblée Générale Constitutive.

En vertu de l'Article 17, les personnes morales-administrateurs sont représentées au Conseil d'administration par un représentant permanent.

Si le Président est empêché, ses fonctions sont assumées par le Vice-Président, et si ce dernier est empêché, par le membre désigné par le Président ou, à défaut, par le Vice-Président.

Le Président a compétence pour:

1. convoquer les membres du Conseil d'administration, pour siéger et diriger la réunion;
2. intervenir dans la défense extérieure des intérêts de l'Association.

**Art. 22. Mandats.** Les membres du Conseil d'administration exercent leur mandat pendant une période de trois ans.

Le mandat peut être renouvelé. Le mandat court jusqu'à la date de l'Assemblée générale chargée de procéder au renouvellement du Conseil. Un système de rotation est institué, par lequel chaque année un tiers des mandats expire.

Lorsque le mandat d'un ou de plusieurs administrateurs est ou sont vacants, les membres restants du Conseil d'administration conservent les mêmes compétences que s'il était au complet.

Le Conseil d'administration peut toutefois pourvoir provisoirement au remplacement de tout membre dont le mandat viendrait à être vacant, une nouvelle désignation relevant de la compétence de l'Assemblée générale la plus proche. Le candidat au remplacement doit satisfaire aux conditions auxquelles devait répondre celui qu'il remplace. Le nouvel administrateur nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

**Art. 23. Procédure.** Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président ou de l'administrateur qui le remplace. Les convocations sont faites par courrier, fax ou e-mail, cinq jours au moins avant la réunion du Conseil d'administration. Elles contiennent un ordre du jour succinct. En cas d'urgence, le Conseil d'administration peut être convoqué par courrier, fax, e-mail ou téléphone, sans tenir compte des délais précités. Un Conseil d'administration peut également être réuni sur demande écrite de trois de ses membres. Dans ce cas, la convocation est adressée dans la semaine qui suit la réception de cette demande et contient un ordre du jour détaillé.

Les réunions du Conseil d'administration se dérouleront sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Exceptionnellement les réunions pourront se dérouler en Belgique si la présence de personnes externes est requise pour la prise de décisions.

Chaque membre a droit à une voix. Nul ne prendra part au vote pour plus de trois voix au maximum, sa propre voix et éventuellement celle de deux membres ayant donné procuration écrite à cette fin.

Pour le calcul des majorités de voix, les membres qui s'abstiennent ou qui déposent un bulletin blanc sont considérés comme n'ayant pas pris part au vote.

Le Conseil d'administration délibère valablement dès que la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Sauf stipulations contraires, les décisions du Conseil d'administration sont prises au bulletin secret.

En principe, les décisions du Conseil d'administration dans lesquelles le point de vue de l'Association quant à la politique pharmaceutique au Grand-Duché de Luxembourg est déterminé, sont prises à la majorité des deux tiers des voix émises par les administrateurs présents ou représentés. Cependant, si un point de vue de l'Association quant à la politique pharmaceutique au Grand-Duché de Luxembourg est approuvé par une majorité des deux tiers des voix émises par les administrateurs présents ou représentés, mais qu'au moins deux administrateurs s'opposent, pendant la réunion ou au plus tard cinq jours calendriers après la réunion du Conseil d'administration, à la décision prise quant au point de vue de l'Association relatif à la politique pharmaceutique de l'Association au Grand-Duché de Luxembourg, cette décision est considérée comme n'ayant pas été prise et la détermination du point de vue de l'Association quant à la politique pharmaceutique au Grand-Duché de Luxembourg est reportée une seule fois à la réunion suivante du Conseil d'administration.

Lors de cette réunion suivante du Conseil d'administration, qui doit être tenue dans les six semaines après le Conseil d'administration précité (sauf si ce terme expire dans le courant du mois de juillet ou août, dans ce cas-là la réunion sera tenue au cours du mois de septembre), une décision peut être prise à la majorité des deux tiers des voix émises par les administrateurs présent ou représentés, même si deux administrateurs s'opposent pendant la réunion ou endéans les cinq jours calendriers suivant la réunion du Conseil d'administration.

Toutes les autres décisions du Conseil d'administration que celles dans lesquelles le point de vue de l'Association quant à la politique pharmaceutique au Grand-Duché de Luxembourg est déterminé, sont prises à la majorité des deux tiers des voix émises par les administrateurs présents ou représentés, même si deux administrateurs s'opposent pendant la réunion ou endéans les cinq jours calendriers suivant la réunion du Conseil d'administration.

Tout administrateur peut, mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil d'administration sont présents en personne, formuler ses votes par écrit, courrier électronique ou tout autre moyen de transmission par écrit et dont l'authenticité d'origine soit raisonnablement identifiable.

Les réunions du Conseil d'administration peuvent avoir lieu par vidéo-conférence, conférence call ou autres moyens de communication à distance, moyennant l'accord de tous les administrateurs et le respect des principes d'organisation du conseil.

**Art. 24.** Les membres du Conseil d'administration se doivent d'assister régulièrement aux réunions.

Les membres du Conseil d'administration peuvent donner procuration à un autre membre du Conseil ou à un adjoint de l'administrateur délégué ou du directeur général, dont le nom est communiqué au Conseil d'administration lors de la première réunion consécutive à l'élection du membre. Les procurations ne peuvent porter, au maximum, que sur un quart de toutes les réunions du Conseil d'administration d'une année.

Le Conseil est informé si l'une des situations suivantes se produit:

- un membre est absent sans motif valable lors de trois réunions ordinaires consécutives;
- son taux moyen de présence, comptabilisé en fonction des 12 derniers mois, est inférieur à 60 %.

Dans ces cas et sauf circonstances exceptionnelles, le Conseil peut alors déclarer le mandat vacant et décider du remplacement provisoire de l'administrateur concerné, selon la procédure prévue à l'article 22, dernier alinéa.

**Art. 25. Registre.** Les délibérations du Conseil d'administration font l'objet de procès-verbaux. Ils sont approuvés par le Conseil d'administration et conservés au siège social dans un registre spécifique.

Tous les extraits sont également signés par le Président.

Les procès-verbaux et les décisions du Conseil d'administration peuvent être consultés par les membres au siège de l'Association.

**Art. 26. Règlement d'ordre intérieur.** En exécution des statuts, le Conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur. Après approbation par l'Assemblée générale statuant à la simple majorité des voix présentes ou représentées, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, le règlement devient obligatoire pour tous les membres.

#### **Titre IV. - Cotisations - Comptes et budget**

**Art. 27. Cotisations annuelles.**

1. Sauf décision contraire de l'Assemblée générale, les membres ne sont pas tenus de payer une cotisation annuelle. Ils s'engagent à l'association avec leur compétence et dévouement.

Si l'Assemblée générale décide que les membres doivent payer une cotisation annuelle, cette cotisation annuelle sera égale à un pourcentage du chiffre d'affaires annuel, qui est déterminé par le Conseil d'administration. La cotisation annuelle du membre ne pourra pas s'élever à plus de 0,25 % du chiffre d'affaires annuel, qui est pris en compte pour le calcul des cotisations annuelles.

Le chiffre d'affaires annuel d'un membre est calculé en tenant compte du chiffre d'affaires réalisé au Grand-Duché de Luxembourg par le groupe auquel le membre appartient et conformément au règlement d'ordre intérieur sur base du produit des ventes, au Grand-Duché de Luxembourg, tant des médicaments en vente libre que des médicaments sous prescription, aussi bien sur le marché ambulatoire tel que publié pour la dernière année calendrier complète par l'IMS et retenu après contrôle par l'Association, que, dans la mesure où ces chiffres sont disponibles, sur le marché hospitalier, dont l'Association a pu prendre connaissance et qu'elle a retenu après contrôle.

**Art. 28. Cotisations spéciales.** Sous le terme «cotisations spéciales» sont visées les cotisations destinées à couvrir des coûts exceptionnels ou particuliers nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Si les cotisations spéciales sont inférieures à 15 % du total des cotisations annuelles, le Conseil d'administration peut décider de la perception de ces cotisations spéciales. Si le montant de ces cotisations spéciales atteint ou dépasse 15 % du total des cotisations annuelles, une Assemblée générale doit approuver la perception de ces cotisations spéciales.

**Art. 29. Comptes et budgets.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre.

Le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice sont annuellement soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

#### **Titre V. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 30.** L'Association ne pourra être dissoute que par le vote d'une Assemblée générale régulièrement convoquée à cet effet et dans les conditions de présence et de majorité prévues par la loi sur les associations sans but lucratif.

**Art. 31.** En cas de dissolution de l'Association, tous ses biens meubles et immeubles recevront, après apurement du passif, l'affectation décidée par l'Assemblée générale qui aura prononcé la dissolution.

Sauf autre décision de l'Assemblée, la liquidation se fera par les soins du Conseil d'administration.



## Titre VI. - Dispositions transitoires

**Art. 32.** Les règles de répartition pour la composition du conseil d'administration, comme stipulées dans article 17.2, premier alinéa des statuts, n'entreront en vigueur que si le segment des premiers 60% du marché pharmaceutique des membres au Grand-Duché de Luxembourg est constitué d'au moins quatre membres. Le segment de marché mentionné est calculé conformément à l'article 17.2, deuxième alinéa des statuts.

**Art. 33.** En dérogation à l'article 22 des statuts, les premiers administrateurs sont nommés pour une durée maximale de trois ans, qui se termine après l'Assemblée générale de 2014 relative à l'exercice clôturé au 31 décembre 2013. Le système de rotation, comme stipulé dans l'article 22 des statuts, entrera en vigueur à partir du deuxième train de nominations qui aura lieu après les mandats des premiers administrateurs ont été devenus vacants.

**Art. 34.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée.

Pour extrait conforme et complémentaire.

Senningerberg, le 23 janvier 2012.

Référence de publication: 2012012660/380.

(120014981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2012.

### **FDLV Group, Société Anonyme.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 163.390.

L'an deux mille onze, le vingt-huitième jour de novembre.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de FDLV Group, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8284 Kehlen, 16, Rue de Kopstal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 163.390, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 2 septembre 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution (la "Société").

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Luc VOEGELI, indépendant, demeurant à L-8284 Kehlen, 16, Rue de Kopstal.

Le président désigne comme secrétaire Madame Marie-Luce PUTZ, employée privée, demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53, Avenue J.F. Kennedy.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Frédéric DEZITTER, indépendant, demeurant à F-57420 Cuvry, 20, Rue Patural.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de L-8284 Kehlen, 16, Rue de Kopstal à L-3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau;
2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
3. Elargissement de l'objet social et modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet le conseil en informatique, management, stratégie et économique, ainsi que la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société a en outre pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger."

#### 4. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

##### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-8284 Kehlen, 16, Rue de Kopstal à l'adresse suivante: L-3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau.

##### *Deuxième résolution:*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

**Art. 3. Siège social. (Premier alinéa).** "Le siège social de la Société est établi dans la commune de Leudelange."

##### *Troisième résolution:*

L'assemblée générale décide d'élargir l'objet social de la Société et de modifier par conséquent l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. Objet.** La Société a pour objet le conseil en informatique, management, stratégie et économique, ainsi que la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société a en outre pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger."

##### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à neuf cents euros (900,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Dont acte fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: L. Voegeli, M.-L. Putz, F. Dezitter, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 30 novembre 2011. Relation: RED/2011/2581. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 30 novembre 2011.

Référence de publication: 2011177589/95.

(110207572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Maison Rideaux Thibeau, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9205 Diekirch, 15, rue Saint Antoine.

R.C.S. Luxembourg B 100.512.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177798/10.

(110206826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Mawill S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9353 Bettendorf, 6, route d'Eppeldorf.

R.C.S. Luxembourg B 107.340.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*La Gérance*

Référence de publication: 2011177805/11.

(110207393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**MD Engineering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7680 Waldbillig, 22, rue André Hentges.

R.C.S. Luxembourg B 146.737.

---

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011177806/10.

(110207765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**MD Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 101.373.

---

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22/12/2011.

Référence de publication: 2011177807/11.

(110207073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**MDC L.C. I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 147.976.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

MDC L.C. I S.à r.l.

J. Mudde

Gérant B

Référence de publication: 2011177808/14.

(110207347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Medialo Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 33.264.

---

Les Comptes Annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177809/10.

(110207540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Meeting Profile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6315 Beaufort, 22, rue de Grundhof.

R.C.S. Luxembourg B 99.408.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177810/10.

(110206771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Megalift SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 118.620.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177811/10.

(110206769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Meighorn Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.988.

---

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011177812/9.

(110207286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**MSR Luxoil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 71, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.865.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 17 octobre 2011*

L'Assemblée acte la nouvelle adresse de Monsieur Marc REIFF, Administrateur, Administrateur-délégué et responsable de la gestion journalière, à savoir: 24, rue Jean l'Aveugle L-9263 Diekirch.

L'Assemblée acte la nouvelle adresse de Monsieur Mario REIFF, Administrateur, à savoir: 49, Am Floss, L-9263 Diekirch.

L'Assemblée acte la nouvelle adresse de Madame Edith REIFF, Commissaire aux comptes, à savoir: 6, rue de la Rochette, résidence DA VINCI, appartement 2-3, L-9254 Diekirch.

Marc REIFF / Joseph MEYER / Mario REIFF

Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2011177821/15.

(110206765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

**Eurofins Water Testing LUX, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 164.148.

L'an deux mille onze, le seize décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée "Eurofins Water Testing LUX", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, constituée suivant acte reçu par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 19 octobre 2011, publié au mémorial C numéro 2896 du 26 novembre 2011, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B164148.

La séance est ouverte à 11.00 heures, sous la présidence de Madame Nathalie BALLE-WILT, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt.

Madame le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marco CASAGRANDE, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Pascale TROQUET, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt.

- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut ainsi délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence ainsi que la procuration de l'associé représenté demeureront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Augmentation de capital pour le porter de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) à CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 150.000,-) par la création et l'émission de MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales nouvelles ayant une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les anciennes, en contrepartie d'un apport d'une créance de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 2.700.000,-), dont CENT TRENTE-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 137.500,-) seront alloués au capital social et DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 2.562.500,-) seront alloués à la prime d'émission.

2.- Souscription et libération de MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales par la société "Eurofins Environment Testing LUX Holding", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B122860, libéré intégralement moyennant l'apport d'une créance d'un montant de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 2.700.000,-).

3.- Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la société.

4.- Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée adopte, à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de porter le capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) à CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 150.000,-) par voie d'augmentation de capital à concurrence de CENT TRENTE-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 137.500,-) par la création et l'émission de MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales nouvelles ayant une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, donnant les mêmes droits et avantages que les parts sociales anciennes.

Cette augmentation de capital sera réalisée par un apport en nature d'un montant de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 2.700.000,-) dont CENT TRENTE-SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 137.500,-) seront alloués au capital social et DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 2.562.500,-) seront alloués à la prime d'émission, par la création et l'émission de MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales nouvelles, constitué par une créance envers la société.

### Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription, des MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales nouvelles, l'associé actuel suivant:

- la société "Eurofins Environment Testing LUX Holding", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B122860,

Laquelle a déclaré souscrire les MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE (1.375) parts sociales nouvelles et les libérer intégralement par incorporation au capital social, la renonciation définitive et irrévocable et la conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (EUR 2.700.000,-) existant à son profit et détenue envers la société "Eurofins Water Testing LUX", pré-qualifiée, et en annulation de cette même créance à due concurrence.

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi en date du 15 décembre 2011 par le conseil de gérance, et qui conclut de la manière suivante:

#### "Conclusion

Sur base de nos diligences, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie. "

Lequel rapport après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant demeurera annexé aux présentes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

### Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 6 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 150.000.-) représenté par MILLE CINQ CENTS (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100.-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. "

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

#### Frais

Le montant au moins approximatif, des frais dépenses rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge suite au présent acte, est évalué approximativement à € 3.200,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Balle-Wilt, M. Casagrande, P. Troquet, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 décembre 2011. Relation: EAC/2011/17204. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177542/92.

(110206924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

### **Multi Clean Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 11, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 20.352.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011177822/15.

(110207289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---



**Mida S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4974 Dippach, 16, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 146.775.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011177814/10.

(110207769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Millebirg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1225 Luxembourg, 4, rue Béatrix de Bourbon.  
R.C.S. Luxembourg B 142.727.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011177815/10.

(110207764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Minus Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 137.150.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177816/10.

(110207720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Montauban S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.  
R.C.S. Luxembourg B 84.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michel Jadot / Freddy Bracke

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2011177818/11.

(110207288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Stepstone Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 408.550,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 143.982.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 216 du 31 janvier 2009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stepstone Acquisition S.à r.l.

*Signatures*

Référence de publication: 2011177958/13.

(110207292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Fidus International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 16, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 24.427.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Par jugement du 24 novembre 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme Fidus International S.A. dont le siège social est à L-2560 Luxembourg, 16, rue de Strasbourg, a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lynn ALZIN

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2011178248/16.

(110207859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 269, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 53.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2011177819/12.

(110207172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Moviestar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6464 Echternach, 2, rue des Merciers.

R.C.S. Luxembourg B 104.363.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011177820/10.

(110207404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Multi Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 49.029.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011177823/9.

(110207152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Munic Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 103.299.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177824/10.

(110207777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**N.C. Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 107.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177825/10.

(110207723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**N.C.J. Participation, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8437 Steinfeld, 62, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 86.774.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011177826/11.

(110207006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Equity Liner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.493.

L'an deux mille onze, le douze décembre.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

**A COMPARU:**

Madame Valérie WESQUY, employée privée, demeurant à Luxembourg, ci-après nommée «le mandataire», agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme "EQUITY LINER S.A.", ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, R.C.S. Luxembourg section B numéro 118493,

constituée suivant acte reçu par le Maître Martine SCHAEFFER en date du 27 juillet 2006, publié au Mémorial C numéro 1832 du 30 septembre 2006, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en date du 28 février 2011 par-devant le notaire instrumentant, publié au Mémorial C numéro 1148 du 28 mai 2011,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 02 décembre 2011, la copie du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel ils sera formalisé.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la société anonyme "EQUITY LINER S.A.", prédésignée, s'élève actuellement à deux cent quatre vingt mille euros (280.200,-EUR), représenté par vingt-huit mille vingt (28.020) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,-EUR) chacune.

II.- Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à trois millions d'euros (3.000.000,-EUR) et le conseil d'administration a été autorisé à décider de la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le conseil d'administration, en sa réunion du 02 décembre 2011 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a réalisé l'augmentation du capital social dans les limites du capital autorisé à concurrence de cent soixante-dix mille euros (70.000,-EUR),

en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de € 280.200,-(deux cent quatre vingt mille deux cents euros) à € 350.200,(trois cent cinquante mille deux cents euros),

par la création et l'émission de sept mille (7.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10.-) chacune, ces actions nouvelles jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

IV.- Que le conseil d'administration, a accepté la souscription des sept mille (7.000) actions nouvelles par les actionnaires actuels, dans les proportions suivantes:

- Global Trust Advisors S.A.; . . . . .	2.100 actions
- Finstar Holding S.r.L.; . . . . .	1.750 actions
- Regent Sourcing Ltd. . . . .	2.450 actions
- Luxvalor Management S.A.; . . . . .	700 actions
Total: sept mille actions . . . . .	<u>7.000 actions</u>

V.- Que les sept mille (7.000) actions nouvelles ont été souscrites par les souscripteurs prénommés et libérées intégralement par des versements en numéraire, de sorte que la somme de soixante dix mille euros (70.000,-EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Suite à ce qui précède, le premier alinéa de l'article 5 des statuts si lit dorénavant comme suit:

"Le capital social souscrit est fixé à € 350.200,-(trois cent cinquante mille et deux cents euros), divisé en 35.020 (trente-cinq mille vingt) actions de EUR 10,-(dix euros) chacune.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 1500.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire pré mentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. Wesquy et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 décembre 2011. LAC/2011/55814. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

*Le Receveur (signé): Francis Sandt.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177564/60.

(110207788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

#### **News Luxembourg Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.391.

#### *Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 1<sup>er</sup> décembre 2011*

1. Monsieur Gérard BIRCHEN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. Le nombre des gérants a été diminué de 5 (cinq) à 4 (quatre).

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour News Luxembourg Finance S.à.r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011177830/14.

(110207107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

#### **NetBiz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 114.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177828/10.

(110207896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**N.C.J. Participation, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 86.774.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2011177827/11.

(110207486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**News Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 136.391.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour News Luxembourg Finance S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011177829/11.

(110207094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Nabeul International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 77.210.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011177831/12.

(110207613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Rodolph Wine Cellar Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2733 Luxembourg, 6, rue Wiltheim.

R.C.S. Luxembourg B 137.005.

Constituée par-devant Me Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 30 janvier 2008, acte publié au Mémorial C no 886 du 10 avril 2008.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour RODOLPH WINE CELLAR S.à r.l.*

C&D - Associés S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011177899/14.

(110207510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**NDG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 33, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.029.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011177832/10.

(110207339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Nevis Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 117.165.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2011177833/11.

(110207801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Nevis Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 117.165.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2011177834/11.

(110207804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Nixe Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 104.753.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177837/10.

(110206720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Orion IPDL 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 129.966.

---

*Rectificatif concernant le bilan 2010 déposé au RCS le 22/06/2011, réf. L110096414*

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Orion IPDL 1 S.à r.l. (en liquidation)*

Signatures

Référence de publication: 2011177847/12.

(110207322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---



**Octagon Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7243 Bereldange, 22-24, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 118.990.

—  
Suivant courrier daté du 25 octobre 2011, Monsieur Carsten SÖNS a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 5 septembre 2011.

Référence de publication: 2011177838/9.

(110206693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Office ERNEST T. FREYLINGER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 234, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 65.192.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2011.

Référence de publication: 2011177841/10.

(110207710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Ofi MultiSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.004.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011177842/9.

(110207245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Ofi MultiSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.004.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011177843/9.

(110207249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Parkway Mall (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 112.163.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

En date du 20 décembre 2011 les actionnaires de la Société ont décidé de clôturer la liquidation.

Les actionnaires de la Société ont décidé que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au moins pour une période de cinq ans au siège social de la Société au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Parkway Mall (Luxembourg) Holding S.A.*

Signature

Référence de publication: 2011177858/15.

(110207456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Coaching International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 65.225.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011178540/10.

(110208421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

**ING Lux Insurance International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 135.305.

L'AN DEUX MILLE ONZE, LE QUINZE DÉCEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée.

A comparu:

«ING Continental Europe Holdings B.V.», une société de droit néerlandais, avec siège social au Amstelveenseweg 500, 1081 Amsterdam, KL, Pays-Bas, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam sous le numéro 33002024,

ici représentée par Monsieur Bruno Gossart, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, 3, rue Jean Piret, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 13 décembre 2011, laquelle procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'actionnaire unique de "ING LUX INSURANCE INTERNATIONAL S.A.", une société anonyme ayant son siège social au 3, Rue Jean Piret, à L-2350 Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 2007, publié au Mémorial C n° 341 du 9 février 2008, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Jacques DELVAUX en date du 20 octobre 2009, publié au Mémorial C n° 2169 de 2009, page 104.108.

L'actionnaire unique, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant

1. Modification de l'article 15 des statuts pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 2<sup>ème</sup> vendredi du mois d'avril à 17 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

2. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts, l'actionnaire unique a pris la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'actionnaire unique décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle pour la porter du troisième lundi de mai à 17 heures au 2<sup>ème</sup> vendredi d'avril à 17 heures et de modifier en conséquence l'article 15, des statuts pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

**Article 15.**

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 2<sup>ème</sup> vendredi d'avril à 17 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ EUR 1.100,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussignée qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise; sur demande du même comparant, le texte anglais fera foi en cas de divergences entre les deux.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

**Suit la traduction anglaise :**

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND ELEVEN, ON THE 15<sup>th</sup> OF DECEMBER.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary public residing in Redangesur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,

Appeared

«ING Continental Europe Holdings B.V.», a company incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office in Amstelveenseweg 500, 1081 Amsterdam KL, Netherlands, registered in the Amsterdam Trade and Companies Register under number 33002024,

duly represented by Mr Bruno GOSSART, lawyer, residing professionally in Luxembourg, 3, Rue J. Piret, by virtue of a proxy dated 13<sup>th</sup> December 2011, said proxy, signed "ne varietur" by the appearing proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

acting as sole shareholder of ING LUX INSURANCE INTERNATIONAL S.A.", a "société anonyme", having its registered office at 3, Rue Jean Piret in L-2350 Luxembourg,

incorporated by deed of Me Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on December 21, 2007, published in the Mémorial C n° 341 of February 9, 2008, and the articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of the notary Jacques DELVAUX on October 20<sup>th</sup>, 2009, published in the Mémorial C n°2169 of 2009, page 104.108.

The sole member, represented as above stated, requested the undersigned notary to document the following:

The agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of article 15 of the statutes which will be read as follows:

**Article 15.**

The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the second Friday of the month of April at 17 o'clock.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

2. Miscellaneous.

The sole shareholder decides what follows:

*Sole resolution*

The sole shareholder decides to amend the date of the annual general meeting of the company to bring it from the third Monday of the month of May at 17 o'clock to the second Friday of the month of April at 17 o'clock and as a consequence of the foregoing statements to amend the article 15 of the articles of incorporation to read as follows:

**Article 15.**

The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the second Friday of the month of April at 17 o'clock.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

*Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its capital decrease, have been estimated at about EUR 1.100.-.

There being no further business before the meeting, the same is thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in French followed by a English translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the French and the English texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: B. GOSSART, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 décembre 2011. Relation: RED/2011/2754. Reçu soixante-quinze euros 75.,00€.

*Le Receveur (signé): T. KIRSCH.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 20 décembre 2011.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2011177698/96.

(110207149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

**Performance Parts S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5730 Aspelt, 49A, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 103.260.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011177862/9.

(110207560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2011.

---

**Technopol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1215 Luxembourg, 32, rue de la Barrière.

R.C.S. Luxembourg B 38.254.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011179458/10.

(110209249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

---

**Tabatha Corps, Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 135.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011179454/10.

(110208598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

---

**Syren Holding SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 111.259.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011179445/10.

(110208620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

---

**Thill Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5811 Fentange, 80, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 42.425.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL

*Cabinet comptabilité et fiscal*

13, rue Bolivar

L-4037 Esch/Alzette

Signature

Référence de publication: 2011179460/14.

(110208758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

---